

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 24 FÉVRIER 2016
VERGADERING VAN 24 FEBRUARI 2016

PRÉSENTS-AANWEZIG : M.-h. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président-Burgemeester-Voorzitter; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins-Schepenen; M.-h. Frederic Nimal, Echevin f.f.-Schepen wnd.; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier, Échevins-Schepenen; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mmes-mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M.-h. Ibrahim Dönmez, Mmes-mevr. Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Abdallah Kanfaoui, Mme-mevr. Joëlle van Zuylen, M.-h. Quentin van den Hove, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Asma Mettioui, M.-h. Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont, M.-h. Eric Platteau, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint-Adjunct gemeentesecretaris.

ABSENTS-AFWEZIG : MM.-hh. Emin Ozkara, Halis Kökten, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : Mmes-mevr. Cécile Jodogne, Derya Alic, Sophie Querton, Lorraine de Fierlant, Berrin Saglam, M.-h. Bram Gilles, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. David Neuprez, Secrétaire Communal-Gemeentesecretaris.

EN DÉBUT DE SÉANCE-İN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : M.-de h. de Beaufort, Mme-mevr. Güles, Mme-mevr. Ozdemir, M.-de h. Reghif et/en M.-de h. Sag, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

M. Clerfayt, Bourgmestre, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à **18 heures et 40 minutes**.

De openbare vergadering wordt geopend om **18.40 uur** onder voorzitterschap van **mhr. Clerfayt**, Burgemeester.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **27/01/2016 (18:30)** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **27/01/2016 (18:30)** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Madame Mettioui est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

Mevrouw Mettioui is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **Monsieur Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhoven** verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE D'HABITANTS ==- PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN INWONERS

SP 1.- L'application de la taxe sur les résidences non-principales touche de plein fouet les jeunes (Demande de Monsieur Welch) ==- De toepassing van de belasting op de niet-hoofdverblijfplaatsen raakt de jongeren in volle kracht (Verzoek van de heer Welch)

Monsieur Welch expose son point
Monsieur Grimberghs répond
Monsieur Verzin, Madame Lorenzino, Monsieur Eraly, Monsieur Goldstein et
Monsieur Bernard interviennent.
Monsieur Grimberghs répond.

SECRÉTAIRE COMMUNAL -==- GEMEENTESECRETARIS

Assemblées -==- Vergaderingen

SP 2.- Procès-verbal du Conseil précédent - Approbation -==- Notulen van de vorige gemeenteraad - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

SP 3.- Désignation, par le Collège, des fonctionnaires pouvant signer seuls des courriers ne produisant pas d'effets juridique - Approbation - ==- Aanwijzing, door het College, van ambtenaren die de briefwisseling zonder rechtsgevolgen alleen kunnen ondertekenen - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 109, 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale,
 Vu l'ordonnance du 27.02.2014 adaptant le fonctionnement des institutions communales en modifiant des articles de la NLC,
 Considérant que la taille de l'administration et la répartition géographique de ses implantations entraînent d'évidents retards quant à la signature des actes officiels;
 Considérant que la correspondance qui ne produit pas d'effets juridiques peut être signée par un fonctionnaire désigné pour ce faire par le Collège,
 Vu la décision du Collège du 16 février 2016,
 DECIDE
 d'arrêter la liste désignant les fonctionnaires pouvant signer seuls les courriers ne produisant pas d'effets juridiques ainsi que la liste des courriers-types

Objet de la délégation de la signature unique	Délégué à la signature	Suppléant	
Affaires générales : Service Juridique			
1	<ul style="list-style-type: none"> • Courriers transmettant des renseignements ou pièces de dossier à un avocat • Courriers demandant des renseignements aux avocats ou huissiers de justice en charge d'un dossier schaerbeekois. • Courriers de transmis des décisions du Collège et du Conseils à des avocats. 	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Affaires générales : Assurances			
2	<ul style="list-style-type: none"> • Courriers de transmis de documents destinées à Ethias • Accusés de réception en matière d'accident du travail ou de responsabilité civile • Fiches de renseignement en matière de roulage adressées au bureau d'expertises 	Pascal Vincent	Wendy Leemans

	<ul style="list-style-type: none"> Courriers de demandes de renseignement adressés aux compagnies d'assurance couvrant la Commune 		
Affaires générales : Service Réclamations-Taxes			
3	Accusés de réception et courriers fixant les dates des auditions de redevables d'une taxe communale ou des personnes incriminées dans le cadre de sanctions administratives	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Affaires générales : Service Gestion immobilière			
4	Courriers demandant des renseignements divers aux avocats ou notaires en charge d'un dossier de la Commune	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Affaires générales : Archives			
5	Courriers de transmission d'informations demandées par un tiers dans le cadre d'une recherche documentaire	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Affaires générales : Entretien			
6	Courriers relatifs aux objets perdus dans l'administration	Stéphane Verstegen	Pascal Vincent
Recette-taxe			
7	Les courriers annonçant le passage de l'indicateur expert du Cadastre	Hans Welens-Vrijdaghs	Véronique Onssels Fatma Kas
Equipement : Budget-Contrôle			
8	-Courriers de demandes d'informations complémentaires (ou pièces manquantes) afin de pouvoir compléter une analyse de mise en liquidation d'un subside à une asbl. -Courrier de transmission des décisions du Collège ou du Conseil aux représentants des asbl.	Gilbert Leenen	Stéphane Pire Gaylord Baert
9	-Courriers de demandes d'informations complémentaires sur des dossiers CPAS -Courriers de demandes concernant la transmission d'analyse au Conseil du CPAS et figurant dans l'ordre du jour du Conseil de l'Action Sociale -Courriers de transmission des décisions du Collège ou du Conseil au CPAS -Courriers concernant la transmission de délibérations de décisions au CPAS -Courriers de demandes d'informations complémentaires (ou pièces manquantes) aux Fabriques d'Eglise en vue de présenter au Collège et au Conseil leurs budgets et comptes assortis parfois d'une liquidation d'un subside	Gilbert Leenen	Stéphane Pire Gaylord Baert
Infrastructures Marchés Publics			
10	-Communication de divers documents tels que les rapports d'attribution (sur base art 28§2 de la loi du 17.06.13 pour les marchés en dessous de 85 000€) -Pour l'envoi de (re)consultation de marché (envois de csc aux soumissionnaires repris dans l'analyse	Bernard Royen	Karen Stevens

	- Courriers de demandes d'informations complémentaire en vue de compléter les documents dans le cadre de la sélection qualitative, les échanges dans le cadre de la négociation proprement dite en ce compris l'envoi d'autres documents pour compléter affiner et /ou régulariser l'offre.		
Ressources Humaines : Services du Personnel et service des Traitements-Pensions			
11	Exécution de décision du collège : <ul style="list-style-type: none"> • Documents liés à l'interruption de carrière et aux congés divers (après passage au Collège) : notifications aux intéressés, formulaires ONEM... • Courriers d'offre d'emploi en vue d'un engagement après une décision de principe du Collège 	Françoise Luc	Laurence Bertrand
12	Documents administratifs de type attestation : <ul style="list-style-type: none"> - Tous les documents complétés habituellement par voie électronique lorsque pour une ou l'autre raison de la procédure papier doit être suivie : <ul style="list-style-type: none"> • Attestation de revenus pour les mutualités • Document pour les chômeurs à temps partiels • Déclaration mensuelle Activa • Attestation de reprise du travail, etc. - Attestations de congés annuels pour les mutualités - Attestations de services simples - Documents mensuels de prestation pour l'ONEM (ex : contrat phare...) - Formulaire d'affiliation à Ethias - Formulaire de demande d'intervention automatique de l'ONSSAPL (prime pension, naissance...) 	Françoise Luc	Laurence Bertrand
13	Courriers adressés aux membres du personnel : <ul style="list-style-type: none"> - Demande d'information : demandes d'explications aux membres du personnel en cas d'absence non justifiée ou d'un contrôle médical <ul style="list-style-type: none"> • Transmission d'informations sur la situation administrative pour autant qu'il n'y ait pas de modification • En cas d'urgence exclusivement : information relative à une convocation au Collège 	Françoise Luc	Laurence Bertrand
14	Demande d'information à l'extérieur : <ul style="list-style-type: none"> Echanges avec divers organismes portant sur des questions techniques (interprétation des consignes, situation d'un dossier personnel, etc.) en particulier CIVADIS, Services des Pensions du Service Public, ONSSAPL, BELCOTAX, ONEM, ACTIRIS,...) 	Françoise Luc	Laurence Bertrand Leen Demonseau Sylvie Geurtzen Valérie Keller
Ressources Humaines : Gestion des compétences			
15	Contrôle de la recherche d'emploi : attestations relatives à la présentation à un entretien d'embauche	Françoise Luc	Laurence Bertrand Leen Demonseau

16	Envoi des offres d'emploi à ACTIRIS et échanges divers avec Actiris (questionnaires sur candidats ayant postulé pour un emploi, clôture des offres, etc.)	Françoise Luc	Laurence Bertrand Leen Demonseau Sonia Herrebosch Sabrina Van Maelsaeke
17	Formalités d'inscription aux formations après décision du Collège ou sous réserve de l'autorisation du Collège lorsque le délai ne permet pas d'obtenir une autorisation préalable	Françoise Luc	Laurence Bertrand Leen Demonseau Bénédicte Delforge
Ressources Humaines : SIPPT			
18	Convocation à la médecine du travail	Johan Mommaerts	Françoise Luc
19	Accusés de réception de demandes de visites à la médecine du travail	Françoise Luc	Laurence Bertrand Johan Mommaerts
20	Echanges d'informations diverses avec Arista	Françoise Luc	Laurence Bertrand Johan Mommaerts
Infrastructure :			
21	- Confirmation écrite de la réservation de panneaux de stationnement interdit et autorisation écrite pour l'occupation temporaire et privative de la voie publique par des conteneurs et des lifts.	Bernard Royen	André Steinbach
Infrastructure : Marchés publics			
22	- Courriers énumérés dans la circulaire du 2/10/2014 : invitation à déposer une offre en procédure négociée sans publicité ou avec publicité, une invitation à compléter les demandes de participation ou les offres au point de vue de la sélection qualitative des candidats ou des soumissionnaires, invitation à une séance d'ouverture des offres supplémentaire suite à l'introduction d'une offre tardive, et enfin, en cours d'exécution du marché des courriers accompagnant un procès-verbal de réception ou de constat de manquement aux clauses contractuelles - Courriers de simple transmis de documents (envoi de plans, de documents, d'informations diverses et courrier aux riverains confirmant la transmission de leurs plaintes concernant une voirie régionale aux services régionaux compétents)	Bernard Royen	André Steinbach
Infrastructure : Urbanisme			
23	<ul style="list-style-type: none"> convocations aux demandeurs de permis d'urbanisme et à leur architecte afin qu'ils introduisent des plans modifiés respectant les conditions émises par le Collège des Bourgmestre et Echevins et/ou le fonctionnaire délégué (art 191 du COBAT convocations envoyées aux propriétaire(s), et/ou occupant(s) d'immeuble, et/ou exploitant(s), par les contrôleurs en urbanisme et/ou environnement afin de réaliser une visite des immeubles, destinée soit à contrôler la conformité de la 	Bernard Royen	Guy Van Reepingen Isabelle Seghin

	<p>situation en place par rapport aux permis d'urbanisme et ou d'environnement délivrés, à contrôler la nécessité d'introduire une demande de permis d'environnement, ou la stabilité d'un immeuble dans l'éventualité où la situation nécessiterait la prise d'un arrêté du Bourgmestre</p> <ul style="list-style-type: none"> convocations invitant les exploitants à venir chercher leur permis d'exploitation au guichet. (uniquement quand un permis d'environnement, envoyé par recommandé revient au service) attestations de paiement des frais de dossiers attestations de dépôt de permis d'urbanisme et permis d'environnement transmis des dossiers aux membres de la commission de concertation demandes d'avis à la Police 		
Infrastructure : Bâtiments			
24	<ul style="list-style-type: none"> avis d'octroi de permis d'environnement délivré par la Commune ou par l'IBGE, à afficher sur le bien courriers de transmis de demande de permis d'environnement à l'IBGE 	Bernard Royen	Guy Van Reepingen Isabelle Seghin
Développement Stratégique et Durable: Mobilité			
25	<ul style="list-style-type: none"> - Courriers de simple transmis de documents : - Envois de plans, de documents, d'informations diverses - Courriers aux riverains confirmant la transmission de leurs plaintes concernant une voirie régionale aux services régionaux compétents - Transmis de décisions du collège ou du Conseil - Transmis de copies de courrier signées par le Collège pour la Stib et l'Agence régionale de Stationnement 	Michèle Mulders	Benoît Velghe Amélie Grégoire
Développement Stratégique et Durable : PPU			
26	<ul style="list-style-type: none"> Attestations de présence ou de fréquentation d'un citoyen au sein du service Courriers informatifs d'invitation à un rendez-vous d'un citoyen au sein d'un service Courriers d'échange d'informations dans le cadre des suivis de dossiers (administratifs, social, psychologiques...) d'un usager à destination d'intervenants extérieurs Courriers d'invitation à des réunions pour les partenaires 	Michèle Mulders	Bertrand Dhuyvetter Stéphane Arcens Yvan B'Joko Roland Prévot Ricardo Romero Evelyne Fraikin Caroline Francotte Thierry Chantraine Philippe Lamens
Développement Stratégique et Durable : PPU Reper			
27	<ul style="list-style-type: none"> Courriers d'autorisation des visites en prison pour les intervenants du service REPER dans le cadre des suivis d'usagers 	Michèle Mulders	Thierry Chantraine

Développement Stratégique et Durable : PPU Technoprévention			
28	<ul style="list-style-type: none"> les courriers de transmission des décisions du Collège ou du Conseil aux représentants des asbl. pour signaler le versement d'une prime de Technoprévention. les courriers de transmission d'informations telles que la liste de serruriers, l'illustration de conseils de sécurisation 	Michèle Mulders	Bertrand Dhuyvetter
Développement Stratégique et Durable : PPU Semja			
29	Documents de mise en œuvre des mesures judiciaires alternatives	Michèle Mulders	Bertrand Dhuyvetter Evelyne Fraikin Naïma Debza
Développement Stratégique et Durable : PPU Espaces de Proximité			
30	<ul style="list-style-type: none"> Courrier de transmission des décisions du Collège ou du Conseil aux représentants des asbl et groupe de citoyens occupant les espaces de proximité. Courriers d'invitation aux asbl et groupes de citoyens occupant les espaces de proximité à des réunions 	Michèle Mulders	Bertrand Dhuyvetter
Enseignement communal			
31	Documents sociaux : <ul style="list-style-type: none"> C131 A et C131B Documents d'affiliation des agents à la mutuelle Feuille de renseignements Mutuelle 	Richard Buydts	Philippe Martin
32	Communauté Française : <ul style="list-style-type: none"> les fiches signalétiques (modification – immatriculation- entrée en fonction) services antérieurs fiche récapitulative transmission de nouveaux dossiers (secondaire-promsoc-Académie-cpms) 7.01-7.03 S12 Titres B Demande d'avis préalable Relevés de maladie demande d'organisation d'une activité extérieure 	Richard Buydts	Philippe Martin
33	Attestations de service sans montants des agentsn(ceux avec montants sont d'office mis à la signature du collège)	Richard Buydts	Philippe Martin
34	Transmis : <ul style="list-style-type: none"> ONEM Délibérations du collège ou du conseil communal aux agents 	Richard Buydts	Philippe Martin
Services spécifiques			
35	<ul style="list-style-type: none"> Courrier de transmission des décisions du Collège ou du Conseil aux représentants des asbl, club de sport et groupe de citoyens occupant les espaces ou terrains mis en location. Courriers d'invitation aux asbl, club de sport et groupes de citoyens occupant les espaces ou terrains mis en location à des réunions 	Xavier Vaes	

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 109, 117 en 123,

Gelet op de ordonnantie van 27.02.2014 die de werking van gemeentelijke instellingen aanpast en die artikelen van de NGW wijzigt,

Overwegende dat de grootte van de administratie en de geografische verspreiding van zijn vestigingen een vertraging doet oplopen betreffende de handtekening van officiële documenten;

Overwegende dat de briefwisseling die geen rechtsgevolgen teweegbrengt, kan ondertekend worden door een hiertoe door het college aangewezen ambtenaar.

Gelet op het Collegebesluit van 16 februari 2016,

BESLIST

om de lijst van de ambtenaren die toegelaten worden om als enige documenten, zonder rechtsgevolgen, te ondertekenen, vast te leggen als volgt

Onderwerp voor de volmacht van een unieke handtekening	Volmacht van de handtekening	Vervanger	
Algemene Zaken : Juridische dienst			
1	<ul style="list-style-type: none"> • Briefwisseling die inlichtingen of stukken van een dossier overbrengt aan een advocaat • Briefwisseling waarbij inlichtingen gevraagd worden aan advocaten of gerechtsdeurwaarders die belast zijn met een schaarbeeks dossier. • Briefwisseling waarbij de beslissingen van het College of de Gemeenteraad mede gedeeld worden aan advocaten. 	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Algemene Zaken : Verzekeringen			
2	<ul style="list-style-type: none"> • Briefwisseling voor het overmaken van dossiers aan Ethias • Ontvangstbewijzen aangaande werkongevallen en burgerlijke aansprakelijkheid • Inlichtingenkaart aangaande het rijden gericht aan expertise kantoren. • Briefwisseling voor het vragen van inlichtingen gericht aan de verzekeringsmaatschappijen die de gemeente dekken 	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Algemene Zaken : Dienst Bezwaarcel -Belastingen			
3	Ontvangstbewijzen en briefwisseling waarbij de data, voor het verhoor van verschuldigde van een gemeentebelasting of van personen beschuldigd in raam van administratieve sancties, vastgelegd worden	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Algemene Zaken : Dienst Vastgoedbeheer			
4	Briefwisseling die diverse inlichtingen vraagt aan notarissen en advocaten die belast zijn met een gemeentelijk dossier	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Algemene Zaken : Archieven			
5	Briefwisseling voor het overmaken van inlichtingen aangevraagd door derden in kader van documentaire opzoekingen	Pascal Vincent	Wendy Leemans

Algemene Zaken : Onderhoud			
6	Brieven betreffende de verloren voorwerpen aan het gemeentebestuur	Stéphane Verstege	Pascal Vincent
Ontvangerij-Belastingen			
7	Briefwisseling die het bezoek van een expert aanduidt van het kadaster aankondigt	Hans Welens-Vrijdaghs	Véronique Onssels Fatma Kas
Uitrusting : Begroting-Controle			
8	<ul style="list-style-type: none"> Briefwisseling die bijkomende inlichtingen vraagt (of ontbrekende stukken) teneinde een analyse voor de afrekening van een toelage aan een vzw, te vervolledigen 	Gilbert Leenen	Stéphane Pire Gaylord Baert
9	<ul style="list-style-type: none"> Briefwisseling voor het vragen van bijkomende informatie aangaande dossiers van het ocmw Briefwisseling voor vragen betreffende de overdracht van analyses naar de Raad van het ocmw en die op de agenda staan van de raad voor Sociale Actie Briefwisseling voor het overmaken van College- of Raadsbesluiten naar het ocmw Briefwisseling betreffende de overdracht van besluiten naar het ocmw Briefwisseling, voor het bekomen van bijkomende informatie (of ontbrekende stukken), aan de kerkfabrieken teneinde hun begrotingen en rekeningen, soms samen met een verrekening van een toelage, voor te leggen aan het College en de Raad 	Gilbert Leenen	Stéphane Pire Gaylord Baert
Uitrusting : Openbare aanbestedingen			
10	<ul style="list-style-type: none"> Mededeling van diverse documenten zoals toekenningsverslagen (op basis van artikel 28§2 van de wet dd 17.06.13 voor de aanbestedingen onder 85 000€) Voor het versturen van (her)raadplegingen van aanbestedingen (versturen van bijzonder lastenboeken aan de inschrijvers vermeld in de analyse) <p>- Briefwisseling voor het bekomen van bijkomende informatie met het oog de documenten, in kader van de kwalitatieve selectie, de uitwisselingen in kader van de eigenlijke onderhandelingen met inbegrip van het versturen van andere documenten om de offerte te vervolledigen of te verfijnen, te vervolledigen</p>	Bernard Royen	Karen Stevens

Human Resources : Personeelsdienst en Dienst Lonen en Pensioenen			
11	Uitvoering van Collegebesluiten : <ul style="list-style-type: none"> • Documenten gelinkt aan loopbaanonderbrekingen en diverse verloven (nadat zij goedgekeurd werden door het College) : mededelingen aan belanghebbenden, RVA formulieren, ... • Briefwisseling ivm werkaanbiedingen met het oog op een aanwerving nadat het College een principe akkoord genomen heeft 	Françoise Luc	Laurence Bertrand
12	Administratieve documenten van het type attesten : - Alle documenten die normaal gezien via elektronische weg vervolledigd worden en waarbij, om een of andere reden, de papieren weg gevolgd moet worden : <ul style="list-style-type: none"> • Attesten van inkomen voor de mutualiteiten • Documenten voor de deeltijdse werklozen • Maandelijke Activa verklaring • Attesten voor de werkhervattingen, enz <ul style="list-style-type: none"> ◦ Attesten van de jaarlijkse verloven voor de mutualiteiten ◦ Attesten voor gewone diensten ◦ Maandelijke documenten voor de prestaties van de RVA (bv contrat phare...) ◦ Formulieren voor de toetreding tot Ethias ◦ Formulieren voor het verzoek van de automatische tussenkomst van het RSZPPO (pensioenpremie, geboorte, ...) 	Françoise Luc	Laurence Bertrand
13	Briefwisseling gericht aan de personeelsleden : <ul style="list-style-type: none"> • Vraag tot informatie : Vragen om uitleg aan personeelsleden in geval van niet gerechtvaardigde afwezigheid of medische controle • Overmaken van informatie over de administratieve toestand zolang er geen wijzigingen zijn • In geval van uiterste spoed : informatie betreffende een oproep van het College 	Françoise Luc	Laurence Bertrand
14	Verzoek van informatie buitenhuis : Briefwisseling met diverse verenigingen gaande over technische vragen (interpretatie van de aanwijzingen, staat ven een persoonlijk dossier, enz.) in het bijzonder met CIVADIS, Pensioensdienst voor de overheidssector, RSZPPO, BBELCOTAX, RVA, ACTIRIS, ...	Françoise Luc	Laurence Bertrand Leen Demonseau Sylvie Geurtzen Valérie Keller

Human Resources : Beheer van bevoegdheden			
15	Controle over het werkzoeken : attesten betreffende het voorkomen voor een onderhoud aangaande een aanwerving	Françoise Luc	Laurence Bertrand Leen Demonseau
16	Versturen van werkaanbiedingen naar ACTIRIS en diverse uitwisselingen met ACTIRIS (vragenlijst over kandidaten die solliciteren naar een betrekking, afsluiten van offertes, enz.)	Françoise Luc	Laurence Bertrand Leen Demonseau Sonia Herrebosch Sabrina Van Maelsaeke
17	Inschrijvingsformulieren voor vormingen na beslissing van het College en onder voorbehoud van het College als de termijn niet toelaat om een voorafgaand akkoord te verkrijgen.	Françoise Luc	Laurence Bertrand Leen Demonseau Bénédicte Delforge
Human Resources : Interne dienst PBW			
18	Oproeping voor de arbeidsgeneesheer	Johan Mommaerts	Françoise Luc
19	Ontvangstbericht van verzoeken voor het een bezoek van de arbeidsgeneesheer	Françoise Luc	Laurence Bertrand Johan Mommaerts
20	Diverse informatie uitwisseling met ACTIRIS	Françoise Luc	Laurence Bertrand Johan Mommaerts
Infrastructuur :			
21	Schriftelijke bevestiging van het voorbehouden van verkeersborden en schriftelijke toelating om de openbare weg tijdelijk en privaat te bezetten met containers en liften	Bernard Royen	André Steinbach
Infrastructuur : Openbare aanbestedingen			
22	<ul style="list-style-type: none"> Briefwisseling besproken in de omzendbrief dd 2/10/2014 : uitnodiging om een offerte in een onderhandelingsprocedure zonder of met bekendmaking, neer te leggen, een uitnodiging om de deelnemingsformulieren of de offertes van de kwalitatieve selectie van de kandidaten of de inschrijvers, te vervolledigen, een uitnodiging aan de vergadering voor de opening van bijkomende offertes als gevolg op een laattijdige invoering van die offerte, en tenslotte, tijdens de uitvoering van een opdracht, de briefwisseling die gepaard gaan met het Proces-verbaal van ontvangst of vaststelling van tekorten aan de contractuele bepalingen. Briefwisseling voor de gewone overdracht van documenten (opsturen van plannen, documenten, diverse informatie en brieven naar de bewoners ter bevestiging dat hun klacht betreffende het gewestelijk wegennet overgemaakt werd naar de bevoegde diensten van het Gewest) 	Bernard Royen	André Steinbach

Infrastructuur : Stedenbouw			
23	<ul style="list-style-type: none"> • Oproepen aan aanvragers van een bouwvergunning en hun architect om de gewijzigde plannen, in overeenstemming met de voorwaarden vastgelegd door het College van burgemeester en Schepenen et/of de afgevaardigde ambtenaar (art 191 du COBAT), te bezorgen • Oproepen verstuurd naar de eigenaar(s), en/of bewoners van een gebouw en/of uitbaters, door de controleurs van Stedenbouw en/of Milieu teneinde een bezoek te brengen aan de gebouwen met het oog te controleren of de situatie ter plaatse gelijkvormig is met de toegekende stedenbouwkundige- en/of milieuvergunning, of om te controleren of het nodig is een milieuvergunning aan te vragen, of de stabiliteit van het gebouw gegarandeerd is daar waar het eventueel noodzakelijk is een besluit van de Burgemeester te nemen • Oproepen die de uitbaters uitnodigt om hun uitbatingvergunning af te komen halen aan het loket (enkel wanneer de milieuvergunning, verstuurd per aangetekende zending, terug terecht komt op de dienst) • Betalingsbewijzen van dossierkosten • Bewijzen voor het neerleggen van stedenbouwkundige vergunningen en milieu vergunningen • Overmaken van dossier naar de leden de gemeenschapscommissie • Vragen voor politieadvies 	Bernard Royen	Guy Van Reepingen Isabelle Seghin
Infrastructuur : Gebouwen			
24	<ul style="list-style-type: none"> • Mededeling van toekennen van een milieuvergunning afgeleverd door de gemeente of door BIM, aan te plakken op het gebouw • Briefwisseling voor het overdragen van milieuvergunningsaanvragen aan het BIM 	Bernard Royen	Guy Van Reepingen Isabelle Seghin
Strategische en Duurzame Ontwikkeling : Mobiliteit			
25	Briefwisseling voor het overmaken van gewone documenten : <ul style="list-style-type: none"> • Versturen van plannen, documenten en diverse informatie • Briefwisseling naar bewoners die bevestigd dat hun klacht aangaande gewestwegen overgemaakt wordt naar de bevoegde diensten van het Gewest • Overmaken van College- en raadsbesluiten 	Michèle Mulders	Benoît Velghe Amélie Grégoire

	<ul style="list-style-type: none"> Overmaken van kopieën van briefwisseling, getekend door het College voor het Mivb en het Gewestelijk Parkeeragentschap 		
Strategische en Duurzame ontwikkeling : PPU			
26	<ul style="list-style-type: none"> Bewijzen voor de aanwezigheid of het bezoek van burgers aan de dienst Informatieve briefwisseling om een burger uit te nodigen langs te komen in de dienst Briefwisseling voor het uitwisselen van informatie in kader van het opvolgen van dossiers (administratief, sociaal, psychologisch, ...) met het oog deze informatie extern te gebruiken Briefwisseling om partners uit te nodigen deel te nemen aan vergaderingen 	Michèle Mulders	Bertrand Dhuyvetter Stéphane Arcens Yvan B'Joko Roland Prévot Ricardo Roméro Evelyne Fraikin Caroline Francotte Thierry Chantraine Philippe Lamens
Strategische en Duurzame ontwikkeling: PPU Reper			
27	<ul style="list-style-type: none"> Briefwisseling om bezoek aan gevangenen, voor de tussenkomen personen van de dienst REPER, in kader van het opvolgen van de gebruikers, toe te laten 	Michèle Mulders	Thierry Chantraine
Strategische en Duurzame ontwikkeling: PPU Technopréventie			
28	<ul style="list-style-type: none"> Briefwisseling voor het overmaken van College- of Raadbesluiten aan de vertegenwoordigers van de vzw om hen mede te delen dat een premie voor Technopreventie gestort werd. Briefwisseling voor het overmaken van informatie zoals de lijst van slotenmakers, de illustratie van de raad voor beveiliging 	Michèle Mulders	Bertrand Dhuyvetter
Strategische en Duurzame ontwikkeling: PPU Semja			
29	Documenten van de uitvoering van alternatieve gerechtelijke maatregelen	Michèle Mulders	Bertrand Dhuyvetter Evelyne Fraikin Naima Debza
Strategische en Duurzame ontwikkeling: PPU Wijkruimten			
30	<ul style="list-style-type: none"> Briefwisseling voor het overmaken van College- of Raadbesluiten aan de vertegenwoordigers van de vzw en groepen van burgers die de wijkruimten bezetten. Briefwisseling naar vzw en groepen van burgers die de wijkruimten bezetten om deel te nemen aan vergaderingen 	Michèle Mulders	Bertrand Dhuyvetter
Openbaar onderwijs			
31	Sociale Documenten : <ul style="list-style-type: none"> C131 A en C131B Documenten voor de aansluiting van ambtenaren aan de mutualiteit 	Richard Buydts	Philippe Martin

	<ul style="list-style-type: none"> Inlichtingen bladen van de mutualiteit 		
32	Franse Gemeenschap : <ul style="list-style-type: none"> De inlichtingen fiches (wijziging - inschrijving - in diensttreding) Vroegere diensten Samenvattende fiche voor het overmaken van nieuwe dossiers (secundair-sociale promotie-Academie-PMS centra) 7.01-7.03 S12 Titels B Verzoek tot voorafgaand advies Lijst van zieken Verzoek tot het organiseren van een buitenschoolse activiteit 	Richard Buydts	Philippe Martin
33	Bewijzen van diensten, zonder bedragen, van de ambtenaren (deze met bedragen worden van ambtswege ter handtekening gelegd van het College))	Richard Buydts	Philippe Martin
34	Overmaken : - RVA - Besluiten van het College en van de Gemeenteraad aan de ambtenaren	Richard Buydts	Philippe Martin
Bijzondere diensten			
35	<ul style="list-style-type: none"> Briefwisseling voor het overmaken van College- en Raadsbesluiten aan vertegenwoordigers van vzw's, sportclubs, en groepen van burgers die de ruimten en gronden, onder huurovereenkomst, bezetten. Briefwisseling om de vzw's, sportclubs en groepen van burgers die de ruimten en gronden, onder huurovereenkomst, bezetten, uit te nodigen deel te nemen aan vergaderingen. 	Xavier Vaes	

SP 4.- Délégation du contreseing du Secrétaire communal - Pour Information ==- Volmachten ter medeondertekening van de Gemeentesecretaris - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement ses articles 109, 111 et 117;
Vu la décision du Collège du 16 février 2016

Considérant que la taille de l'administration et la répartition géographique de ses implantations entraînent d'évidents retards quant à la signature des actes officiels;
PREND POUR INFORMATION

la liste des délégations de contreseing accordées par le Secrétaire communal à des agents communaux :

	Objet de la délégation	Délégué à la signature	Suppléant en cas d'absence
Services généraux			
1	Lettres informatives dans le cadre des procédures SAC	Pascal Vincent	Wendy Leemans

Affaires juridiques			
2	Courriers adressés aux avocats et aux huissiers (désignation de l'avocat, accord sur les conclusions, demande de consultation, demande de factures, demande de signification d'un jugement, enquête de solvabilité).	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Assurances			
3	- Courriers de demande de couverture d'un bien au sens large du terme (immeuble, meuble, voiture) - Courriers de demande d'immatriculation de véhicules - Lettres types « accusé de réception » adressées aux victimes d'un accident - Demande d'attestation de soins donnés adressée aux hôpitaux et de quittances d'indemnité - Les déclarations de sinistre au sens large	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Finances			
4	- Communication de formulaires de déclaration taxes aux redevables - Transmission copie des avis de constatation relatifs à la taxe sur les salissures - Transmission de règlements taxe aux redevables ou avocats - Transmission de photos ou pièces de dossiers relatifs aux immeubles abandonnés ou autres taxes aux redevables ou avocats	Yves Evenepoel	Véronique Onssels
5	- Mise en liquidation des factures - Courriers aux fournisseurs	Gilbert Leenen	Marc Hendrickx
6	<u>Courrier du service Culte/CPAS</u> - Transmission des comptes et des Budgets des Fabriques d'Eglise à destination d'autres communes ou de la tutelle - Courrier d'information et de transmis au CPAS - prise d'acte des délibérations du CPAS	Gilbert Leenen	Stéphane Pire
7	<u>Courriers du service "Contrôle asbl"</u> - Rappel aux associations de l'application du règlement relatif aux subventions communales - Suivi de la liste des documents manquants et demande éventuelle d'explications complémentaires - Courriers d'information aux associations	Gilbert Leenen	Stéphane Pire
8	- Courrier de transmis à la Tutelle - Courriers envoyés aux banques et aux autorités régionales pour la mise à la disposition des emprunts et crédits.	Gilbert Leenen	Stéphanie Gautier
Ressources Humaines			
9	Service du personnel <ul style="list-style-type: none"> • tous types d'attestations de service • application article 4 suite décision Collège • documents de fin de contrat (démissions, fin CDD ou remplacement et licenciement) - Notifications diverses (mutations, disponibilités pour maladie, décisions du collègue) - Conventions de stage - Contrats de travail	Françoise Luc	Laurence Bertrand

	<ul style="list-style-type: none"> - Courriers subsides : tableaux (occupation des emplois ACS...) et déclarations de créances - Convocation aux auditions dans le cadre de procédures disciplinaires ou de proposition de fin de contrat <p>Gestion des compétences-</p> <ul style="list-style-type: none"> -Réponses candidatures spontanées ou offre d'emploi - Convocations aux examens - Notification des résultats aux examens - Tous courriers en rapport avec la formation <p>Service traitements et Pensions</p> <p>Traitements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Courrier récupérations salaires (accidents de travail non reconnus – états de recouvrement) - Courrier récupération paiements indus - Déclarations de créance Communauté française frais de transports enseignants - Attestations pécule de vacances de sortie - Attestations de revenus <p>Pensions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Courrier ONP récupération réserves mathématiques - Demandes avances pensions Axa - Suivi retour tutelle et acceptation démissions pensions <p>Pour l'ensemble du Département en ce compris le SIPPT</p> <ul style="list-style-type: none"> - Courrier divers 		
Infrastructure : Travaux publics			
10	Bons de commande	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart
11	Bon de commande	Bernard Royen Karen Stevens	Sabine De Backer Eva Borzykowski
12	Contrats split-biling	Bernard Royen Karen Stevens	Eva Borzykowski
13	<ul style="list-style-type: none"> - Courriers liés aux marchés publics : Lettres de consultation, de notification d'attribution / de sélection, de transmission de rapports d'attribution, de non-attribution / de non sélection , notification de standstill, de résiliation, d'envoi d'un PV de carence /de refus de réception (provisoire),de libération de cautionnement, - Courriers liés à la négociation avec les soumissionnaires dans le cadre d'une procédure négociée 	Bernard Royen Karen Stevens	Eva Borzykowski
14	Factures	Martial Martens	Jenny Deproote
15	<ul style="list-style-type: none"> Courriers concernant la passation des marchés publics : Lettres d'appel à la concurrence, invitation à fournir des documents complémentaires, invitation à justifier des prix, lettres de notification des décisions de sélection, d'attribution, courriers liés au standstill, à la négociation. 	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart (Bâtiment et SPEV) Yalcin Er (Bâtiment) Corinne De Wit (Voirie)
16	Courriers de transmis à l'AATL, à la Direction des Monuments et des Sites	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart
17	Courriers concernant les remboursements de dépannage de véhicules	Bernard Royen André Steinbach	Corinne De Wit

18	Courriers concernant l'exécution des marchés publics Lettres notifiant les décisions quant aux états d'avancement des travaux, aux travaux supplémentaires, aux modifications d'entreprise, aux prolongations de délai, courriers de rappel, de mise en demeure, transmission de PV de carence, de réception (ou refus de réception) provisoire et définitive, libération de cautionnement, attestation de bonne exécution	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart (Bâtiment et SPEV) Yalcin Er (Bâtiment) Corinne De Wit (Voirie)
Infrastructure : Logements communaux			
19	contrat de remplacement des concierges lors de leurs congés annuels Le courrier de gestion courante du patrimoine immobilier privé : · Attribution d'un logement · Renon locatif · Décompte de charges · Indexation · Libération de garantie locative · Courrier de gestion quotidienne locative (malpropreté, copie d'une assurance,...) · Courrier au Receveur de l'Enregistrement pour les baux · Courrier dans le cadre d'une expropriation · Courriers aux concierges Attestation de TVA (6%)	Bernard Royen	Tanguy de le Vingne
Infrastructure : Urbanisme			
20	- les procès-verbaux de clôture d'enquête publique, - notifications des permis d'urbanisme - accusés de réception des dossiers d'urbanisme et d'environnement - transmis des dossiers aux instances régionales et aux membres de la commission de concertation - transmis de formulaires statistiques, - renseignements urbanistiques - plans annexés aux permis d'urbanisme et d'environnement PEB : accusé de réception de dossier (in)complet	Guy van Reepingen Bernard Royen	Isabelle Seghin Michel Weynants
Gestion Immobilière			
21	Les actes notariaux et autres en matière de gestion immobilière Le courrier de gestion courante du patrimoine immobilier privé et public (hors logements) · Renon locatif de ces biens (hors logements) · Location de biens communaux (hors logements) · Décompte de charges pour ces biens · Indexation · Libération de garantie locative · Courrier de gestion quotidienne locative (hors logement) · Désignation d'un notaire · Courrier d'échanges avec le notaire dans le cadre d'un dossier · Courrier au Receveur de l'Enregistrement · Offre d'acquisition · Courrier relatif à une location de salle · Courrier dans le cadre d'une expropriation	Pascal Vincent	Régine Salens

	<ul style="list-style-type: none"> · Courrier relatif à la prise en location d'un bien (non-logement) · Courrier de précompte immobilier · Courrier dans le cadre des concessions · Attestation de TVA (6%) · Courrier relatif aux copropriétés 		
Etat-civil/Population			
22	Les certificats de milice	Abdelhamid Aarab	Florence Jabon Lieve Leys Valérie Desmet Nathalie Buekenhoudt
23	Les certificats du droit d'accès au registre national des personnes physiques	Nathalie Buekenhoudt	Lieve Leys Florence Jabon Olivier Toussaint Dominique Willems
Services spécifiques			
24	Rapport d'activité annuel des Bibliothèques francophones	Stéphane Dessicy	Anne-Louise Uyttendael
Enseignement communal			
25	Formulaires relatifs aux relations avec la Communauté Française (liquidation de subvention, gestion de personnel,...) Etablissement du document d'agrément d'entrée en fonction des agents à titre temporaire	Richard Buydts Philippe Martin	Sabine Masson
26	Conventions de stage	Richard Buydts	Philippe Martin
27	Documents concernant les voyages scolaires	Richard Buydts	Philippe Martin

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 109, 111 en 117;

Gelet op het Collegebesluit van 16 februari 2016,

Overwegende dat de grootte van de administratie en de geografische verspreiding van zijn vestigingen een vertraging doet oplopen betreffende de handtekening van officiële documenten;

NEEMT TER INFORMATIE

de lijst van volmachten verleent door de Gemeentesecretaris aan gemeenteambtenaren :

	Ontwerp van de volmacht	Volmacht van de handtekening	Vervanger in geval van afwezigheid
Algemene Zaken			
1	Informatieve brieven in kader van de procedures GAB	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Juridische zaken			
2	Briefwisseling naar advocaten en gerechtsdeurwaarders (aanwijzing van advocaat, overeenstemming van de conclusies, verzoek om overleg, verzoek van facturen, verzoek om de betekening van een vonnis, kredietanalyse).	Pascal Vincent	Wendy Leemans
Verzekeringen			
3	- Verzoekbrieven voor de dekking van onroerend goed in het algemeen (bouw, meubels, auto) - Brieven van de aanvraag tot inschrijving van voertuigen - Standaard brieven "bericht van ontvangst" verzonden aan slachtoffers van een ongeval	Pascal Vincent	Wendy Leemans

	- Verzoek van verklaring van zorg aan ziekenhuizen en verzonden ontvangstbewijzen voor vergoedingen - Verklaringen van schade in het algemeen		
Financieën			
4	- Mededeling van formulieren voor de belastingaangifte aan verschuldigden - Overmaken van een kopie van de vaststelling betreffende de belasting op vuil - Overmaken van belastingreglementen aan verschuldigden of advocaten - Overmaken van foto's of stukken uit dossiers betreffende verlaten gebouwen of andere belastingen aan verschuldigde of advocaten	Yves Evenepoel	Véronique Onssels
Financieën			
5	- Afrekening van facturen - Briefwisseling met de leveranciers	Gilbert Leenen	Marc Hendrickx
6	<u>Briefwisseling van de dienst Erediensten/OCMW</u> - Overmaken van de rekeningen en de begroting van de kerkfabrieken naar andere gemeenten of naar de toezichthoudende overheid - Briefwisseling ter informatie van en ter overmaking aan het OCMW - Akte nemen van de besluiten van het OCMW	Gilbert Leenen	Stéphane Pire
7	<u>Briefwisseling van de dienst Controle Vzw</u> - Herinnering aan de verenigingen van de toepassing van het reglement betreffende de gemeentelijke toelage - Nasturen van de lijst met ontbrekende documenten en eventuele verzoeken voor bijkomende inlichtingen - Briefwisseling ter informatie naar de verenigingen	Gilbert Leenen	Stéphane Pire
8	- Overmaken van brieven aan de toezichthoudende overheid - Brieven gestuurd naar banken en regionale overheden voor het beschikbaar stellen van leningen en kredieten.	Gilbert Leenen	Stéphanie Gautier
Human Resources			
9	Antwoorden aan spontane kandidaturen Antwoorden aan specifieke kandidaturen Personeelsdienst <ul style="list-style-type: none"> • alle soorten van bewijzen aangaande de dienst • toepassing van artikel 4 als gevolg op een Collegebesluit • documenten van einde contract (ontslag, einde van CBT of vervanging <u>en</u> ontslagen) - Diverse mededelingen (overbrengingen, disponibiliteistellingen wegens ziekte, collegebesluiten) - Stageovereenkomsten - Arbeidsovereenkomsten - Briefwisseling aangaande toelagen : kaders (bezetting van betrekkingen ACS ...) en verklaringen van vorderingen - Oproep tot verhoren in kader van een tuchtprocedure of voorstel van einde contract	Françoise Luc	Laurence Bertrand

	<p>Beheer van bevoegdheden</p> <ul style="list-style-type: none"> - Oproep voor de examens - Mededeling van de resultaten van de examens - Iedere briefwisseling met betrekking tot de vorming <p>Dienst Wedde en Pensioenen</p> <p>Wedde</p> <ul style="list-style-type: none"> - Briefwisseling aangaande de terugwinning van lonen (niet erkende arbeidsongevallen - staat van heffing) - Briefwisseling voor het terugwinnen van verschuldigde betalingen - Schuldvordering Franse Gemeenschap voor de vervoerskosten van de leraren - Bewijs van uitgaande vakantiegelden - Bewijs van inkomsten <p>Pensioenen</p> <ul style="list-style-type: none"> - Briefwisseling ONP terugwinnen van mathematische reserves - Verzoeken tot voorschotten op pensioenen Axa - Opvolging terugkomst voogdij en aanvaarding ontslagen en pensioenen <p>Voor het gehele Departement inclusief de dienst IDPBW</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diverse briefwisseling 		
Infrastructuur			
10	Bestelbonnen	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart
11	Bestelbonnen	Bernard Royen Karen Stevens	Sabine De Backer Eva Borzykowski
12	<ul style="list-style-type: none"> - Briefwisseling in het kader van overheidsopdrachten: Brieven ter raadpleging, betekening van de gunning /selectie , overdracht van gunningsverslagen , betekening van de niet gunning / niet-selectie , betekening standstill. opzegging, verzending van een PV tot vaststelling van in gebreke blijven / van weigering van (voorlopige) oplevering , vrijgave van de borgtocht, - Briefwisseling in het kader van de onderhandelingen met inschrijvers bij een onderhandelingsprocedure 	Bernard Royen Karen Stevens	Eva Borzykowski
13	<ul style="list-style-type: none"> - Briefwisseling in het kader van overheidsopdrachten: Brieven ter raadpleging, betekening van de gunning /selectie , overdracht van gunningsverslagen , betekening van de niet gunning / niet-selectie , betekening standstill. opzegging, verzending van een PV tot vaststelling van in gebreke blijven / van weigering van (voorlopige) oplevering , vrijgave van de borgtocht, - Briefwisseling in het kader van de onderhandelingen met inschrijvers bij een onderhandelingsprocedure 	Bernard Royen Karen Stevens	Eva Borzykowski
14	Fakturen	Martial Martens	Jenny Deproote
15	<ul style="list-style-type: none"> Brieven over de aanbesteding: <ul style="list-style-type: none"> - concurrentie opreopen , - Uitnodiging aanvullende documenten te verstrekken, - Uitnodiging prijs te bewijzen - Brieven van kennisgeving van besluiten over de selectie, attributie, - brieven verband met stilstand in de onderhandelingen 	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart (gebouw en ONGR) Yalcin Er (Gebouw) Corinne De Wit (wegen)

16	- Brieven gestuurd naar AATL en naar de directie van Monumenten en Landschappen	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart
17	-brieven in verband met de terugbetaling van takelvoertuigen	Bernard Royen André Steinbach	Corinne De Wit
18	Brieven in verband met de uitvoering van openbare opdrachten - Brieven van een kennisgeving aan de beslissingen om vooruitgang van de werken, corporatie veranderingen die een uitbreiding van de tijd, brieven van de terugroeping, kennis, overdracht van PV-deficiëntie, de ontvangst (of weigering vooruitgang ontvangst) voorlopige en definitieve release van obligatie, bewijs van goede prestaties	Bernard Royen André Steinbach	Françoise Abrassart (gebouw en ONGR) Yalcin Er (Gebouw) Corinne De Wit (wegen)
Infrastructuur: gemeentelijke woningen			
19	Vervangingscontracten van huisbewaarders tijdens hun jaarlijkse verlopen de brieven voor dagelijkse beheer van het prive eigendom • Toekennen van een woning • Huuropzeg • Afrekening van de lasten • Indexatie • Vrijwaring van de huur waarborg • Briefwisseling voor het dagelijks huur beheer (onnethed, kopie van een verzekering ...) • Briefwisseling naar de Ontvanger der registratiekosten • Briefwisseling in kader van een uitwijzing • Briefwisseling aan de huisbewaarders BTW-attest (6%)	Bernard Royen	Tanguy de le Vingne
Infrastructuur : Stedenbouw			
20	- de proces verbalen van sluiting van het openbaar onderzoek - aankondigingen van stedenbouwkundige vergunningen - bericht van ontvangst van stedenbouwkundige- en leefmilieu dossiers - overdragen van dossier naar de gewestelijke instellingen en naar de leden van het overlegcomité - overdragen van formulieren over statistieken - stedenbouwkundige inlichtingen - plannen bijgevoegd aan een stedenbouwkundige vergunning - PEB : ontvangsbewijs van (on)volledig dossier	Bernard Royen Guy Van Reepingen	Isabelle Seghin Michel Weynants
Vastgoedbeheer			
21	De notariële akten en andere inzake het vastgoedbeheer De briefwisseling voor het dagelijks beheer van het privé- en openbaar vastgoedpatrimonium (buiten huisvesting) • Huuropzeg van het goed (buiten huisvesting) • Verhuring van gemeentelijk goed (buiten huisvesting) • Afrekening van de lasten voor dit goed • Indexatie • Vrijwaring van de huurwaarborgen • Briefwisseling van het dagelijks huur beheer (buiten huisvesting) • Aanduiding van een notaris	Pascal Vincent	Wendy Leemans

	<ul style="list-style-type: none"> · briefwisseling met de notaris in kader van een dossier · Briefwisseling aan de ontvanger der registratiekosten · Aankoopofferte · Briefwisseling betreffende de verhuur van een zaal · Briefwisseling in het raam van een onteigening · Briefwisseling betreffende het in huur nemen van een goed (geen woning) · Briefwisseling betreffende de onroerende voorheffing · Briefwisseling in kader van toewijzingen · BTW attest (6%) · Briefwisseling aangaande mede-eigendommen 		
Burgerlijke Stand/Bevolking			
22	De dienstplichtverklaring	Abdelhamid Aarab	Florence Jabon Lieve Leys Valérie Desmet Nathalie Buekenhoudt
23	Het recht tot toegang tot het nationaal register voor fysieke personen	Nathalie Buekenhoudt	Lieve Leys Florence Jabon Olivier Toussaint Dominique Willems
Bijzondere diensten			
24	Jaarlijks activiteitenverslag van de Franstalige bibliotheken	Stéphane Dessicy	Anne-Louise Uyttendael
Gemeentelijk onderwijs			
25	Documenten met betrekking tot de relaties met de Franstalige Gemeenschap (opheffing van de toelage, beheer van het personeel, ...) Opstellen van een document voor de officiële goedkeuring van de tijdelijke indiensttreding van agenten	Richard Buydts Philippe Martin	Sabine Masson
26	Stageovereenkomsten	Richard Buydts	Philippe Martin
27	Documenten betreffende schoolreizen	Richard Buydts	Philippe Martin

SP 5.- Intercommunale Bruxelloise de Crémation - Modification des statuts - Pour approbation == Intercommunale Vereniging voor Crematie - Wijziging van de statuten - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu la loi du 22 décembre 1986 sur les intercommunales;

Vu les statuts de la société coopérative intercommunale bruxelloise de crémation;
Vu la proposition de modifications des statuts de la société coopérative bruxelloise intercommunale de crémation, telle que présentée dans le courrier du 3 février 2016;

Vu les motivations à la base de cette proposition contenue dans le courrier précité du 3 février 2016;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE

d'approuver les modifications des statuts de la société coopérative intercommunale bruxelloise de crémation, telles qu'adressées par l'Intercommunale, en date du 3 février 2016 au Collège des Bourgmestre et Echevins.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de wet van 22 december 1986 op de intercommunales;
Gelet op de statuten van de coöperatieve vennootschap voor crematie;
Gelet op het voorstel tot wijziging van de statuten van de coöperatieve vennootschap voor crematie, zoals voorgesteld in hun brief van 3 februari 2016;
Gelet op de motieven die aan de basis liggen van de inhoud van bovenvermelde brief van 3 februari 2016;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLUIT
om de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de coöperatieve vennootschap voor crematie, zoals mede gedeeld door de intercommunale, op datum van 3 februari 2016 aan het College van Burgemeester en Schepenen, goed te keuren.

FINANCES ==- FINANCIËN

Comptabilité ==- Boekhouding

**SP 6.- Redéfinition de la provision destinée à couvrir l'impact budgétaire des non valeurs de la fonction fiscale (040) du service ordinaire -
Approbation ==- Herbepaling van de voorzieningen bestemd voor de dekking van de budgettaire impact van de onwaarden van de fiscale functie (040) van de gewone dienst - Goedkeuring**

Monsieur Bernard intervient

Monsieur le Bourgmestre et Monsieur Grimberghs répondent

Monsieur Bernard intervient

Monsieur Grimberghs et Monsieur le Bourgmestre répondent

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 février 2016 demandant de couvrir l'intégralité des dépenses en non-valeurs par les rappels de provision ;
Considérant que la provision de 4.500.000 sur les taxes locales (à utiliser pour couvrir le dépassement des crédits votés à cet effet) définie par délibération du 25 06 2014 a un usage restreint ;
Considérant les marges budgétaires étroites actuelles au vu de la situation économique, sociale et démographique et des contraintes du plan de gestion ;
Considérant que les provisions fiscales continueront à être alimentées via les votes des budgets et modifications budgétaires ultérieures afin de garantir une couverture satisfaisante de ces risques;
Considérant que la redéfinition de cette provision permettra son utilisation dans un cadre plus large et tout aussi pertinent ;
Considérant que les Non Valeurs à la fonction fiscale s'élèvent en moyenne à 1.088.911 EUR/an pour la période 2007-2015 ;
Considérant que cette redéfinition des provisions préservera des marges budgétaires en neutralisant les comptabilisations de toutes les non valeurs fiscales;
DECIDE
de donner une définition étendue et une application plus large à la provision sur les taxes locales, actuellement à n'utiliser que pour couvrir le dépassement des crédits votés à cet effet. Cette définition est la suivante : « provision sur les taxes locales (à utiliser pour neutraliser l'impact budgétaire des non valeurs de la fonction 040) »

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gezien de beslissing van het College Van Burgemeester en Schepenen van 16 februari 2016 vragende dat de totaliteit van de uitgaven voor onwaarden zouden gedekt zijn door terugnemingen uit de voorzieningen;
Overwegende dat de aanwending van de provisie van 4.500.000 EUR ter compensatie van onwaarden op lokale belastingen, door de beslissing van 25 juni 2014 beperkt werd tot het bedrag dat de gestemde begrotingskredieten te boven ging ;

Overwegende de huidige beperkte budgettaire marges, de economische, sociale en demografische toestand evenals de beperkingen van het beheersplan;
Overwegende dat de fiscale voorzieningen zullen aangevuld worden door komende begrotingen en begrotingswijzigingen ten einde een voldoende dekking van het risico te blijven garanderen;
Overwegende dat de vernieuwde definitie van deze voorziening haar aanwending zal mogelijk maken in een ruimer maar minstens even pertinent kader;
Overwegende dat de fiscale onwaarden in de periode 2007-2015 gemiddeld 1.088.911 EUR per jaar beliepen;
Overwegende dat de vernieuwde definitie van deze voorzieningen budgettaire ruimte vrij maakt door het neutraliseren van alle fiscale onwaarden;
BESLIST
Een ruimere invulling te geven aan de voorziening ter compensatie van onwaarden betreffende lokale belastingen, momenteel beperkt tot het bedrag dat het begrotingskrediet overschrijdt, te weten : « voorziening voor lokale belastingen (ter neutralisering van de budgettaire impact van onwaarden op de functie 040) ».

* * *

Monsieur de Beaufort entre en séance -- De heer de Beaufort treedt ter vergadering

* * *

Contrôle et stratégie -- Controle en strategie

**SP 7.- CPAS - Modification budgétaire n°4 de l'exercice 2015 du CPAS -
Approbation -- OCMW - Begrotingswijziging n°4 van het dienstjaar
2015 van het OCMW - Goedkeuring**

**Monsieur Grimberghs expose le point
Monsieur Goldstein intervient
Monsieur le Bourgmestre et Monsieur Grimberghs répondent
Monsieur Verzin intervient
Monsieur le Bourgmestre répond**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 23 voix contre 15 et 0 abstention(s). Un membre n'a pas voté --
Besloten, met 23 stem(men) tegen 15 en 0 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 23 voix contre 15 et 0 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale et notamment son article 117;
Vu l'article 88, § 2 de la loi du 8 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale;
Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 15 juillet 2015 arrêtant la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015;
Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 23 septembre 2015 arrêtant la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2015;
Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 9 novembre 2015 arrêtant la modification budgétaire n°3 de l'exercice 2015;
Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 16 décembre 2015 arrêtant la modification budgétaire n°4 de l'exercice 2015;
Considérant que suite à cette modification budgétaire, la dotation communale reste invariable et s'élève au total à 36.795.510 € dont 3.033.610 € pour l'ancien hôpital;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
DECIDE
d'approuver la modification budgétaire n°4 de 2015 du CPAS

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 23 stem(men) tegen 15 en 0 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikels 117 van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikel 117
Gelet op artikel 88, §2 van de wet van 8 juli 1976, tot regeling van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;
Gelet op de beraadslaging van 15 juli 2015 waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begrotingswijziging nr. 1 voor het dienstjaar 2015 vastlegt;

Gelet op de beraadslaging van 23 september 2015 waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begrotingswijziging nr. 2 voor het dienstjaar 2015 vastlegt;

Gelet op de beraadslaging van 9 november 2015 waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begrotingswijziging nr. 3 voor het dienstjaar 2015 vastlegt;

Gelet op de beraadslaging van 16 december 2015 waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begrotingswijziging nr. 4 voor het dienstjaar 2015 vastlegt;

Overwegende dat ingevolge deze begrotingswijziging de gemeentelijke dotatie blijft onveranderlijk en in totaal 36.795.510 € bedraagt waarvan 3.033.610 € voor het oud hospitaal;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

de begrotingswijziging van het OCMW n°4 over 2015 goed te keuren

**SP 8.- Fabrique d'Eglise Sainte Thérèse d'Avila - Budget 2016 - Aviser
favorablement ==- Kerkfabriek Sint Theresia van Avila - Begroting 2016
- Gunstig adviseren**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Sainte Thérèse d'Avila, arrêté par le Conseil de Fabrique;

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<i>Budget 2016</i>	Recettes	Dépenses
- ordinaires	15.224,74€	7.505,00€
- extraordinaires	0,00€	1.389,74€
- arrêtées par l'Evêque		6.330,00€
TOTAL	15.224,74€	15.224,74€

Considérant qu'une intervention communale de 8.024,74€ au budget ordinaire est sollicitée par cette administration fabricienne pour pouvoir couvrir ses dépenses,
DECIDE

D'avisier favorablement le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint Thérèse d'Avila tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensden ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen

krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse

bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint Theresia van Avila, vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek;

Overwegende dat dit document door het kerkbestuur als volgt vastgesteld wordt:

<i>Begroting 2016</i>	Ontvangsten	Uitgaven
- gewone	15.224,74€	7.505,00€
- buitengewone	0,00€	1.389,74€
- door de bisschop vastgesteld		6.330,00€
TOTAL	15.224,74€	15.224,74€

Overwegende dat een gemeentelijke tussenkomst van 8.024,74€ op het gewone begroting door de Kerkfabriek gevraagd wordt om de uitgaven te kunnen dekken;
BESLUIT

Een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint Theresia zoals het werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek.

SP 9.- Fabrique d'Eglise Saint Albert - Modification budgétaire n°1 de 2016 - Aviser favorablement ==- Kerkfabriek Sint Albertus - Begrotingswijziging n°1 van 2016 - Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;
 Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;
 Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale;
 Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;
 Vu la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert;
 Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
37.766,12€	37.766,12€	0

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne,

DECIDE :

d'avis favorablement la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert telle qu'elle a été dressée par le Conseil de Fabrique

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op het keizerlijke decreet dd. 30 december 1809;
 Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;
 Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet;
 Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;
 Gelet op de begrotingswijziging n°1 voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint Albertus

Overwegende dat dit document door het kerkbestuur als volgt vastgesteld wordt:

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
37.766,12€	37.766,12€	0

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt;

BESLUIT :

een gunstig advies te verlenen aan de begrotingswijziging n°1 voor het dienstjaar 2016 van de kerkfabriek Sint Albertus zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

SP 10.- ASBL Atout couleur - Comptes 2014 - Prise d'acte ==- VZW Atout couleur - Rekeningen 2014 - Akte nemen

Monsieur Bernard intervient
Monsieur le Bourgmestre répond

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 3.000 €.

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes 2014 de l'ASBL «Atout couleur» affichent un résultat positif de 11.466,66€ et des fonds propres s'élevant à 91.302,56€ pour l'exercice 2014.

Vu la décision du 02 février 2016 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 11.466,66€ et des fonds propres s'élevant à 91.302,56€ pour l'exercice 2014.

PREND ACTE

Des comptes 2014 de l'ASBL «Atout couleur», déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 11.466,66€ et des fonds propres s'élevant à 91.302,56€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het règlement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een toelage groter dan of gelijk aan 3.000€ toe te passen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Atout couleur" een positief saldo van 11.466,66€ en eigen vermogen ter waarde van 91.302,56€ voor het dienstjaar 2014 vertonen.

Gelet op de beslissing van 02 februari 2016 waar het College akte neemt van het positief saldo van 11.466,66€ en eigen vermogen van 91.302,56€ voor het dienstjaar 2014

NEEMT AKTE

van de rekeningen 2014 van de VZW "Atout couleur", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 11.466,66€ en eigen vermogen van 91.302,56€ vertonen.

SP 11.- ASBL "Royal Canter LC Schaerbeek" - Comptes 2014 - Prise d'acte ==- VZW "Royal Canter LC Schaerbeek" - Rekeningen 2014 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Considérant que les comptes de l'ASBL «Royal Canter LC Schaerbeek» affichent un résultat négatif de -4.585,73€ et des avoirs s'élevant à 12.730,37€ pour l'exercice 2014.
Vu la décision du 16 février 2016 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -4.585,73€ et des avoirs s'élevant à 12.730,37€ pour l'exercice 2014.
PREND ACTE
Des comptes 2014 de l'ASBL «Royal Canter LC Schaerbeek», déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de -4.585,73€ et des avoirs s'élevant à 12.730,37€.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het règlement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,
Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Royal Canter LC Schaerbeek" een négatif saldo van -4.585,73€ en eigen vermogen ter waarde van 12.730,37€ voor het dienstjaar 2014 vertonen.
Gelet op de beslissing van 16 februari 2016 waar het College acte neemt van het négatif saldo van -4.585,73€ en bezittingen van 12.730,37€ voor het dienstjaar 2014
NEEMT AKTE
van de rekeningen 2014 van de VZW "Royal Canter LC Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een négatif saldo van -4.585,73€ en eigen vermogen van 12.730,73€ vertonen.

**SP 12.- Kituro Schaerbeek Rugby Club - Comptes 2014 - Subvention 2015 -
Prise d'acte ==- Vzw Kituro Schaerbeek Rugby Club - Rekeningen 2014 -
Toelage 2015 - Akte nemen**

Monsieur le Bourgmestre expose
Monsieur Bernard, Monsieur Verzin, Monsieur Eraly et Monsieur Bernard
interviennent
Monsieur le Bourgmestre répond
Monsieur Verzin intervient
Monsieur le Bourgmestre répond

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD
Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 3.000 €.
Considérant que les comptes 2014 de l'ASBL «Kituro Schaerbeek Rugby Club» affichent un résultat positif de 33.421,38€ pour l'exercice 2014.
Vu la décision du 16 février 2016 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 33.421,38€ pour l'exercice 2014.
PREND ACTE
Des comptes 2014 de l'ASBL «Kituro Schaerbeek Rugby Club», déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 33.421,38€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen en besluitend om de controleprocedures op de begunstigten van een toelage groter dan of gelijk aan 3.000€ toe te passen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Kituro Schaerbeek Rugby Club" een positief saldo van 33.421,38€ vertonen.

Gelet op de beslissing van 16 februari 2016 waar het College akte neemt van het positief saldo van 33.421,38€ voor het dienstjaar 2014.

NEEMT AKTE

van de rekeningen 2014 van de VZW "Kituro Schaerbeek Rugby Club", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 33.421,38€ vertonen.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE ==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

PPU -Educatours de rue ==- PSP - Straathoekwerkers

SP 13.- Convention avec ATE asbl - Approbation ==- Overeenkomst met ATE vzw - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu la nouvelle loi communale,

Vu les articles 117 et 123,

Considérant que le Service éducateurs de rue organise des projets collectifs à l'attention du public jeunesse de Schaerbeek.

Considérant que dans le cadre de ces projets collectifs le service est amené à travailler avec le réseau de partenaires locaux.

Considérant qu'il est nécessaire de définir les limites et ressources de chacune des parties dans le cadre de cette collaboration.

Sur décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 26 janvier 2016,

DECIDE :

D'approuver la convention avec ATE asbl

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gezien de nieuwe gemeentewet,

Gezien de artikelen 117 en 123,

Overwegende dat de dienst Straathoekwerkers gemeenschapsprojecten organiseert ter attentie van de jongeren uit Schaerbeek.

Overwegende dat, in het kader van hun gemeenschapsprojecten, de dienst genoodzaakt is om met partners uit het lokale netwerk samen te werken.

Overwegende dat het noodzakelijk is om in het kader van deze samenwerking de grenzen en de beschikbare middelen van iedere partij te definiëren.

Op voorstel van the College van Burgemeester en Schepenen van 26 januari 2016

BESLUIT :

De overeenkomst met de vzw ATE goed te keuren.

Subventions et partenariats ==- Subsidies en partnerships

SP 14.- Extension de la crèche associative Atout Couleur en vue de la création de 7 places supplémentaires - Convention entre la Commune et l'ASBL Atout Couleur visant à fixer les modalités de financement du projet de travaux - Approbation ==- Uitbreiding van het associatieve kinderdagverblijf 'Atout Couleur' voor het creëren van 7 extra plaatsen - Overeenkomst tussen de gemeente en de vzw Atout Couleur, om de modaliteiten voor de financiering van het bouwproject te vast te stellen - Goedkeuring

Monsieur le Bourgmestre expose

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'Arrêté du 12 septembre 2013 du Collège de la Commission Communautaire française organisant l'octroi de subventions visant au soutien de la petite enfance ;
Vu le courrier de la Commission Communautaire française du 30 mars 2015 accordant une subvention maximum de 208.000 € TVAC pour les travaux d'extension de crèche Atout Couleur, située rue de la Fraternité 7-9 ;
Considérant que le coût total "travaux" du projet est actuellement estimé à 236.037 € TVAC ;
Considérant que le présent projet consiste en l'extension de la capacité de la crèche Atout Couleur à 7 places supplémentaires ;
Vu le crédit de 236.037 € TVAC inscrit à l'article 844/724-60/51 du budget extraordinaire 2016 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 février 2016 ;
DECIDE
D'approuver la convention entre la Commune et l'ABSL Atout Couleur ayant pour objet le règlement des modalités de financement du projet de travaux d'extension

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,
Gelet op het Besluit van 12 september 2013 van het College van de Franse Gemeenschap Commissie, ten doel van de verlening van subsidies voor kinderopvang te houden;
Gelet op dat het brief van de Franse Gemeenschap Commissie van 30 maart 2015 tot verlening van een maximaal subsidie van 208.000 € TVAC voor de uitbreidingswerken van de Atout Couleur kinderdagverblijf, ligging op Broederschapstraat 7-9;
Overwegende dat de totale uitbreidingswerken kosten momenteel op 236.037 € TVAC geschat worden;
Overwegende dat dit project bestaat uit de uitbreiding van de Atout Couleur kinderdagverblijf voor de oprichting van 7 extra plaatsen;
Gelet op het krediet van 236.037 € TVAC ingeschreven op artikel 844/724-60/51 van de buitengewone begroting over 2016;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 februari 2016;
BESLUIT
Om de overeenkomst tussen de Gemeente en de vzw Atout Couleur ten doel van de modaliteiten voor de financiering van het uitbreidingsproject goed te keuren

SP 15.- Rénovation de la piscine Neptunium - Validation du dossier d'exécution et prise d'acte des conditions du marché BELIRIS, ainsi que du projet de protocole - Approbation -- Renovatie van het zwembad Neptunium - Bevestiging van het uitvoeringsdossier en kennisgeving van de voorwaarden van de BELIRIS opdracht, alsook het protocol project - Goedkeuring

Monsieur de Beaufort, Monsieur Bernard et Madame Lorenzino interviennent

Monsieur le Bourgmestre, Monsieur Köse et Monsieur De Herde répondent

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier les articles 23 et 24 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 -en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;
Vu l'Accord de Coopération Beliris qui prévoit un budget de 5.986.508,50 € TVAC pour les travaux de rénovation de la piscine Neptunium ;
Considérant que le coût total "travaux" du projet est actuellement estimé à 7.851.112 € TVAC ;
Considérant que la part communale "travaux" est actuellement estimée à 1.851.112 € TVAC ;
Considérant qu'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale en faveur des infrastructures sportives est actuellement estimée à 1.188.414 € TVAC ;
Vu que la procédure en vigueur pour la subvention évoquée plus haut requiert une délibération du Conseil communal validant le dossier d'exécution ;
Considérant qu'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du Fonds Politique des Grandes Villes est actuellement estimée à 438.675 € TVAC ;
Considérant que le présent projet consiste en la rénovation de la piscine Neptunium, située rue de Jérusalem 56-58 ;
Considérant que le bureau d'étude a établi le dossier d'exécution en vue de désigner un entrepreneur en charge des travaux;
Vu le cahier spécial des charges 3.14.6.2 régissant le marché;
Vu le crédit de 1.696.944 € inscrit à l'article 764/724-60/51 du budget extraordinaire de 2016;
Vu la décision du Collège du 22 décembre 2015 de s'engager à proposer, via la première modification budgétaire 2016, une augmentation du budget travaux afin de couvrir l'estimation revue de la part communale de 1.851.112 € TVAC ;
Considérant que le marché de travaux serait passé par adjudication publique;
Considérant que Beliris aura, suivant le protocole d'accord, la maîtrise d'ouvrage et sera chargé de l'organisation et de l'adjudication des marchés publics de travaux et d'étude dans le respect de la législation en vigueur ;
Vu la décision du collège des Bourgmestre et échevins du 16 février 2016;

DECIDE

1. D'approuver le projet visant à la rénovation de la piscine Neptunium;
2. De valider le dossier d'exécution;
3. De prendre acte des conditions du marché;
4. De prendre acte du projet de protocole qui sera soumis à l'approbation du Conseil communal avant l'été 2016.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - in het bijzonder de artikelen 23 en 24 - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren, zoals het tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - in het bijzonder artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op dat het Samenwerkingsakkoord Beliris een bedrag van 5.986.508,50 € TVAC voor de renovatiewerken van het zwembad Neptunium voorziet;
Overwegende dat de totale "renovatiewerken" kosten momenteel op 7.851.112 € TVAC geschat worden;
Overwegende dat de "renovatiewerken" bedrag voorzien voor de Gemeente op 1.851.112 € TVAC geschat wordt;
Overwegende dat een subsidie van de Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor sportieve infrastructures momenteel op 1.188.414 € TVAC geschat wordt;

Gelet op dat de geldende procedure voor de hierboven gewezen subsidie vereist een notule van de Gemeenteraad validerende het uitvoeringsdossier ;
Overwegende dat een subsidie van de Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de Stedelijk Beleid 2016 momenteel op 438.675 € TVAC geschat wordt;
Overwegende dat dit project bestaat uit de renovatie van het zwembad Neptunium liggend Jerusalemstraat 56-58 ;
Overwegende dat het studiebureau het uitvoeringsdossier heeft opgemaakt met het oog op de aanduiding van een aannemer, belast met de werken;
Gelet op het bijzonder bestek 3.14.6.2 dat de opdracht regelt;
Gelet op het krediet van 1.696.944 € ingeschreven op artikel 764/724-60/51 van de buitengewone begroting over 2016;
Gelet op het Collegebesluit van 22 december 2015 om committeren aan te stellen, via de eerste begrotingswijziging van 2016, een verhoging van het bedrag voor de renovatiewerken om de herziene schatting voor de deel van de Gemeente van 1.851.112 € TVAC deel in te dekken;
Overwegende dat de opdracht van werken bij openbare aanbesteding zou worden gegund;
Overwegende dat Beliris zal, volgens het Samenwerkingsakkoord, de opdrachtgever zijn en zal verantwoordelijk voor de organisatie en de gunning van de opdrachten voor werken en studeren zijn, in naleving met de wetgeving;
Gelet op het collegebesluit van 16 februari 2016;

BESLUIT

1. het project betreffende de renovatie van het zwembad Neptunium goed te keuren ;
2. het uitvoeringsdossier te bevestigen;
3. om de voorwaarden van de BELIRIS opdracht kennis te geven;
4. om het protocol project dit zal door de Gemeenteraad voor de zomer 2016 goedgekeurd worden kennis te geven.

* * *

**Monsieur Reghif, Madame Güles et Madame Ozdemir entrent en séance --
De heer Reghif, Mevrouw Güles en Mevrouw Ozdemir treden ter vergadering.**

* * *

Développement Urbain et Mobilité -- Stedelijke ontwikkeling en mobiliteit

SP 16.- Stationnement - Règlement communal complémentaire relatif à la circulation routière communale - Erratum - Approbation -- Parkeren - Aanvullend gemeentereglement betreffende het gemeentelijk wegverkeer - Erratum - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les lois relatives à la police de la circulation routière coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;
Vu l'arrêté royal du 1 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la sécurité routière ;
Vu la circulaire ministérielle du 14/11/1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière,
Vu l'article 119 de la nouvelle loi communale ;
Vu son ordonnance du 03/07/80, portant règlement communal complémentaire relatif à la circulation routière en voirie communale les 7/10/81- 10/02/83- 26/04/84- 09/05/85- 05/06/86- 13/03/87- 20/04/89- 26/04/90- 27/06/94 – 29/03/95 – 21/01/97 – 18/02/98 – 18/03/98 -13/05/98 – 16/09/98 – 26/05/99 – 23/10/2002
Considérant que les mesures suivantes concernant la voirie communale doivent être adoptées pour tenir compte de l'évolution des circonstances locales :

ARRETE :

CHAPITRE V : ARRET ET STATIONNEMENT (signaux routiers)

Art 24 : zone bleue – stationnement limité dans le temps

La mesure sera matérialisée par des signaux E9 à validité zonale (début et fin de zone) avec la mention du disque de stationnement complétés par la mention « Excepté carte de stationnement uitgezonderd parkeerkaart, 9h/u – 20h/u »

Ajouter :

- Square Riga (zones intérieures)
- Avenue des Azalées (côté parc Josaphat)
- Boulevard Lambermont (Côté parc Josaphat)
- Boulevard Wahis
- Avenue des jardins
- Avenue des Clos
- Clos des Mouettes
- Clos des poètes
- Clos des Fleurs
- Clos des Artistes
- Avenue de la jeunesse
- Boulevard Léopold III
- Avenue Van Vollenhoven
- Avenue Félix Marchal (les 2 côtés)

Art 25 : Zone payante (excepté carte de stationnement)

La mesure sera matérialisée par des signaux E9 à validité zonale (début et fin de zone) avec la mention « PAYANT » complétés par la mention « Excepté carte de stationnement uitgezonderd parkeerkaart » et le placement d'horodateurs indiquant les modalités d'utilisation.

RETIRER :

- Avenue van Vollenhoven

AJOUTER :

- Avenue Eugène Plasky (berme centrale)

Art 35 :

La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'A.R. et de l'A.M.

Art 36 :

Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité et des travaux publics.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de politiewetgeving betreffende het wegverkeer gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 aangaande het algemeen politiereglement van het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimale afmeting en de bijzondere plaatsvoorwaarden van de verkeersborden worden bepaald;

Gelet op het ministeriële rondschriften van 14/11/77 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeersborden;

Gelet op de Ordonnantie betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens

Gelet op artikel 119 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de politieverordening van 03/07/80, betreffende het aanvullend gemeentereglement aangaande het wegverkeer op de gemeentewegen gewijzigd op 07/10/81 – 10/02/83 – 26/04/84 -09/05/85 – 05/06/86 – 18/03/87 – 20/04/89 – 26/04/90 – 27/06/94 – 27/03/95 – 21/01/97 -18/02/98 – 18/03/97 – 13/05/98 – 16/09/98 – 26/05/99 – 23/10/2002

Overwegend dat de volgende maatregelen met betrekking op het gemeentewegennet aangenomen moeten worden rekening houdend met de evolutie van de lokale omstandigheden;

BESLUIT :

HOOFSTUK V: STILSTAAN EN PARKEREN (verkeersborden)

Art 24: BLAUWE ZONE –parkeren met beperkte tijd

De maatregel zal (in het begin en aan het eind van de zone) door de zonale geldigheid panelen , E9 met van de blauwe schijf belichaamd worden en de vermelding "Excepté carte de stationnement Uitgezonderd parkeerkaarten, 9h/u – 20h/u"

Bijvoegen :

- Riga Square (binnen kanten)
- Azalées laan (kant Josaphat park)
- Lambermont Laan (kant Josaphat park)
- Wahis Laan
- Bloementuinenlaan
- Gaardenlaan
- Meeuwengaarden
- Dichtersgaarde
- Bloemengarde
- Kunstenaarsgaarde
- Jeugdlaan
- Léopold III laan
- Van Vollenhoven Laan
- Félix Marchal laan (bijde kanten)

Art 25: Betalende zone (inwoners uitgezonderd)

De maatregel zal (in het begin en aan het eind van de zone) door de zonale geldigheid panelen , E9 "Betalend" belichaamd worden aangevuld met de vermelding "Excepté carte de stationnement uitgezonderd parkeerkaarten" en het plaatsen van parkeer meters met de gebruikersvoorschriften

TERUGTREKKEN

- Van Vollenhovenlaan

BIJVOEGEN:

- Eugène Plasky laan (centrale berm)

Art 35:

De signalisatie zoals hierboven voorzien zal geplaatst worden conform aan de schikkingen van het KB en het MB

Art 36:

Dit reglement zal voorgelegd worden ter goedkeuring van de Minister van Mobiliteit en openbare werken.

SERVICES GÉNÉRAUX ==- ALGEMENE ZAKEN

Affaires juridiques ==- Juridische Zaken

SP 17.- Modification du règlement de police relatif aux heures de fermeture des débits de boissons - Approbation ==- Wijziging van het politiereglement betreffende sluitingsuren van slijterijen - Goedkeuring

Monsieur le Bourgmestre expose le point

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 27 voix contre 0 et 11 abstention(s). Un membre n'a pas voté ==- Besloten, met 27 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 27 voix contre 0 et 11 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu la nouvelle loi communale, et en particulier son article 119;

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, et en particulier son article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 5;

Revu sa délibération du 28 janvier 2015, approuvant le règlement de police relatif aux heures de fermeture des débits de boissons;

Considérant que dans son rapport sur les deux recours en annulation introduits à l'encontre du règlement de police précité, l'Auditeur du Conseil d'Etat conclut à l'annulation des dispositions de l'article 2, § 2, et 3, alinéa 1^{er}, 2^o du règlement attaqué en ce qu'ils s'appliquent à l'ensemble des débits de boissons visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, soit en ce compris des débits de boissons où l'on ne danse pas ;

Que selon l'Auditeur, la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière se présente comme un corps de règles précises et complètes organisant la matière, laquelle ne permet donc pas à la Commune de la compléter, par application de ses compétences en vertu de l'article 135, § 2 de la nouvelle loi communale, mais permet uniquement en son article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 5, aux autorités communales de prendre certaines mesures en terme de gardiennage pour les lieux où l'on danse ;

Considérant qu'il paraît opportun de se ranger à cet avis, et de modifier dès à présent le règlement dont question en conséquence;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

DECIDE

Article 1

A l'article 2, § 2 du règlement de police du 28 janvier 2015 relatif aux heures de fermeture des débits de boissons, sont ajoutés, entre "*Tout débit de boissons*" et "*à propos duquel (...)*" les mots "*dans lequel on danse*".

Article 2

A l'article 3, alinéa 1^{er}, 2° du règlement de police du 28 janvier 2015 relatif aux heures de fermeture des débits de boissons, sont ajoutés en fin de phrase les mots "*lorsque l'on y danse*".

Article 3

Le présent règlement de police sort ses effets cinq jours à dater de sa publication

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 27 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, en in het bijzonder haar artikel 119;
Gezien de wet dd. 10 april 1990 bepalende de private en bijzondere veiligheid, en in het bijzonder haar artikel 1, § 1, alinea 5;
Herzien haar beraadslaging van 28 januari 2015, ter goedkeuring van het politiereglement betreffende de sluitingsuren van slijterijen;
Overwegende dat in zijn verslag over de twee vernietingsberoepen ingeleid tegenover het voormelde politiereglement, de Auditeur van de Raad van State tot nietigverklaring van de bepalingen van de artikels 2, § 2, en 3, alinea 1, 2° van het bestreden reglement besluit doordat ze van toepassing zijn voor alle slijterijen beoogd door artikel 1, § 1, namelijk inbegrepen de slijterijen waar men niet danst;
Dat volgens de Auditeur, de wet dd. 10 april 1990 bepalende de private en bijzondere veiligheid aanzien wordt als een geheel van precieze en volledige regels organiserende de materie, waardoor het dus niet geoorloofd is aan de Gemeente om hem aan te vullen, in toepassing van haar bevoegdheden op basis van artikel 135, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet. Er wordt de gemeentelijke overheden uitsluitend toegelaten in zijn artikel 1, § 1, alinea 5 om sommige maatregelen te nemen in termen van bewaking voor de plaatsen waar men danst;
Overwegende dat het opportuun lijkt in te stemmen met deze mening, en het reglement in kwestie vanaf heden dientengevolge te wijzigen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

In artikel 2, § 2 van het Politiereglement dd. 28 januari 2015 betreffende de sluitingsuren van slijterijen, worden toegevoegd, tussen "*Elke slijterij*" en "*waardoor (...)*" de woorden "*waarin men danst*".

Artikel 2

In artikel 3, alinea 1, 2° van het Politiereglement dd. 28 januari 2015 betreffende de sluitingsuren van slijterijen, worden toegevoegd aan het eind van de zin de woorden "*wanneer men er danst*".

Artikel 3

Dit politiereglement treedt in werking vijf dagen na publicatie.

Gestion immobilière technique ==- Technisch vastgoedbeheer

SP 18.- Parc Josaphat - Tir à l'arc Sint Sebastiaan Gilde - Avenant n°1bis à l'acte de concession - Convention entre la Commune, l'asbl Sint Sebastiaan Gilde et la sprl La buvette Sint Sebastiaan - Approbation ==- Josafatpark - Boogschietstand Sint Sebastiaan Gilde - Aanhangsel aan de concessieakte - Overeenkomst tussen de Gemeente, de vzw Sint Sebastiaan Gilde en de bvba La buvette Sint Sebastiaan - Goedkeuring

**Madame Vriamont et Monsieur Platteau interviennent
Monsieur le Bourgmestre et Monsieur E I Arnouki répondent**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu l'acte de concession du 01.01.2014 avec la Sint Sebastiaan Gilde

Vu sa délibération du 29.04.2015

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16.02.2016
Considérant qu'il y a lieu de faire droit à la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins
DECIDE :

1. d'adopter l'avenant n°1bis à l'acte de concession déposé au dossier
2. d'adopter une convention tripartie entre l'asbl Sint Sebastiaan Gilde, la Commune et la sprl La Buvette Sint Sebastiaan, déposée au dossier

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de concessieakte dd. 01.01.2014 met de Sint Sebastiaan Gilde

Gelet op haar beraadslaging dd. 29.04.2015

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16.02.2016

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen

BESLUIT

1. het aanhangsel n°1bis aan de concessieakte die neergelegd aan het dossier, aan te nemen
2. de overeenkomst tussen de vzw Sint Sebastiaan Gilde, de Gemeente en de bvba La Buvette Sint Sebastiaan, neergelegd in het dossier, aan te nemen

RESSOURCES HUMAINES ==- HUMAN RESOURCES

Service du Personnel ==- Personeelsdienst

SP 19.- Statut administratif - Modification des règlements relatifs au recrutement et à l'avancement du personnel technique - Approbation - ==- Administratief statuut - Wijziging van de reglementen betreffende de werving en de vooruitgang van het technisch personeel - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu la circulaire du 28 avril 1994, Charte sociale relative à l'harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la région de Bruxelles-Capitale;

Vu les délibérations du Conseil communal du 21 avril 1999 et du 15 septembre 1999, établissant respectivement le règlement sur le recrutement et le règlement sur l'avancement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise, modifiées à plusieurs reprises;

Considérant qu'il y a lieu d'aligner les conditions d'accès aux grades de directeur technique et de directeur adjoint technique sur les conditions d'accès aux grades de directeur et de directeur adjoint dans le cadre administratif;

Vu le protocole d'accord, à l'unanimité, signé en séance du Comité particulier de négociation en date du 17 février 2016;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 février 2016;

DECIDE

de modifier comme suit les règlements sur l'avancement et le recrutement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise:

1. Règlement relatif à l'avancement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise

L'article suivant est ajouté:

Article 12 bis

Les candidats à une fonction de directeur adjoint technique ou de directeur technique sont invités à une épreuve orale et individuelle qui consiste en un entretien portant sur des questions fondamentales en rapport avec la formation acquise et permettant d'apprécier les connaissances générales des candidats, leur maturité ainsi que leur aptitude à assumer les missions afférentes à l'emploi postulé.

Au plus tard 7 jours francs avant la date fixée pour l'épreuve orale, le candidat communique au président du jury une note décrivant sa conception de la fonction postulée avec mise en perspective.

Cette épreuve est notée collégalement sur 50 points; pour y satisfaire, le candidat doit obtenir au moins 30 points.

2. Règlement relatif au recrutement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise

Ajouter l'article suivant

article 9 ter

L'ordre des épreuves c et d est inversé pour les examens de directeur technique et de directeur adjoint technique, de sorte que l'épreuve orale soit la dernière épreuve.

Au plus tard 7 jours francs avant la date fixée pour l'épreuve orale, le candidat communique au président du jury une note décrivant sa conception de la fonction postulée avec mise en perspective.

Cette épreuve est notée collégalement sur 50 points; pour y satisfaire, le candidat doit obtenir au moins 30 points

La présente délibération sort ses effets à la date de son approbation par le Conseil communal.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikels 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974, tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de omzendbrief van 28 april 1994 betreffende het Sociaal Handvest - harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; Gelet op de raadsbesluiten van 21 april 1999 en 15 september 1999, houdende het reglement betreffende de werving en het reglement betreffende de vooruitgang van het technisch-, arbeiders- en meesterschapspersoneel, reeds herhaaldelijk gewijzigd;

Overwegende dat het past de toegangsvoorwaarden tot de graden van technisch directeur en technisch adjunct-directeur gelijk te schakelen aan de toegangsvoorwaarden tot de graden van directeur en adjunct-directeur in het administratief kader;

Gelet op het protocol van het unaniem akkoord ondertekend in vergadering van het Bijzonder Onderhandelingscomité op datum van 17 februari 2016;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 februari 2016;

BESLUIT
de reglementen betreffende de vooruitgang en de werving van het technisch-, arbeiders- en meesterschapspersoneel als volgt te wijzigen:

1. Reglement betreffende de vooruitgang van het technisch, arbeiders- en meesterschapspersoneel

Het volgende artikel wordt toegevoegd :

Artikel 12 bis

De kandidaten tot een betrekking van technisch adjunct-directeur of technisch directeur worden tot een mondelinge proef uitgenodigd. De proef bestaat uit een onderhoud over fundamentele vraagstukken i.v.m. de vereiste vorming die moet toelaten de algemene kennis van de kandidaten na te gaan, alsook hun maturiteit en de geschiktheid om de opdrachten i.v.m. de gesolliciteerde betrekking uit te voeren.

Ten laatste 7 kalenderdagen voor de vastgestelde dag waarop de mondelinge proef zal plaatsvinden, deelt de kandidaat aan de voorzitter van de jury een nota mee waarin hij zijn visie op de uit te oefenen functie beschrijft.

Die proef wordt beoordeeld op 50 punten. Om laureaat van het examen te zijn, moeten de kandidaten minstens 30 punten behalen.

2. Reglement betreffende de werving van het technisch, arbeiders- en meesterschapspersoneel

Het volgende artikel wordt toegevoegd :

Artikel 9ter

De volgorde van de proeven c en d is omgekeerd voor de examens van directeur en adjunct-directeur, zodat de mondelinge proef de laatste proef is.

Ten laatste 7 kalenderdagen voor de vastgestelde dag waarop de mondelinge proef zal plaatsvinden, deelt de kandidaat aan de voorzitter van de jury een nota mee waarin hij zijn visie op de uit te oefenen functie beschrijft.

Die proef wordt beoordeeld op 50 punten. Om laureaat van het examen te zijn, moeten de kandidaten minstens 30 punten behalen.

Onderhavig besluit treedt in werking op datum van zijn goedkeuring door de Gemeenteraad.

INFRASTRUCTURES ==- INFRASTRUCTUUR

Architecture et Bâtiments ==- Architectuur en gebouwen

SP 20.- Divers bâtiments communaux - Concession domaniale pour l'installation et l'exploitation des panneaux photovoltaïques reliés au réseau - Texte de la convention de concession - Approbation ==- Diverse gemeentegebouwen - Domeinconcessie voor de installatie en de exploitatie van netgekoppelde fotovoltaïsche zonnepanelen - Tekst van de concessie-overeenkomst - Goedkeuring

**Monsieur Bernard intervient
Monsieur Vanhalewyn répond**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu le Code Civil, en particulier l'article 1712, soumettant les baux des biens des communes à des règlements particuliers;

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 117, 123, 232 et 233 relatif aux compétences du collège de Bourgmestre et Echevins et du Conseil communal, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du conseil du 25 juin 2014, approuvant le Plan Climat 2021;

Vu l'engagement de la Commune, détaillé dans le Plan Climat précité, sous le point 'Mieux produire', avec comme objectif de premièrement réduire l'empreinte carbone produite par le fonctionnement des services communaux et deuxièmement de diminuer la facture énergétique globale, et ainsi réinvestir les économies faites dans d'autres mesures d'économie d'énergie ;

Considérant que, dans ce cadre, un projet pour concession domaniale a été développé dont les conditions ont été détaillées dans le cahier spécial des charges dont référence scha/infra/2015/014 ;

Considérant que ce projet contient notamment des obligations financières, que d'une part l'entreprise désignée supporte les frais d'installation, d'entretien et de monitoring pendant toute la durée de la concession et d'autre part la commune paie une redevance en fonction des économies faites grâce aux panneaux solaires et que cette entreprise devient aussi le bénéficiaire des certificats verts et de l'électricité injectée ;

Considérant que, vu la nature de la convention et les compétences du Collège et du Conseil Communal, la loi sur les marchés publics n'est pas d'application ; le Collège est compétent de prendre des décisions de principe concernant cette matière et le Conseil détermine les conditions de la convention de concession ;

Considérant que toutefois les règles de bonne gouvernance ont été suivies afin d'assurer une concurrence loyale;

Considérant que les bâtiments communaux mentionnés ci-après ont été sélectionnés entre autres sur base de leur consommation d'électricité élevée, une certitude suffisante quant à l'utilisation du bâtiment par la commune tout au long de la durée de vie de la concession et la disponibilité d'un assez large espace sur la toiture ;

1. CTR, Av. G. Rodenbach 29; 2. Complex Tamines, Rue Stephenson 82; 3. Stade Crossing, Av. du Suffrage Universel; 4. Athénée Fernand Blum, Av. Ernest Renan 12; 5. Ecole 10, Grande rue au Bois 57; 6. Ecole 'La Vallée', Grande rue au Bois 78; 7. Frans Fischer Instituut, Rue Général Eenens 66; 8. Lycée Emile Max, Ch. d'Haecht 235; 9. Théâtre de la Balsamine, Av. Félix Marchal 1; 10. Ecole 16, Bld. Léopold III, 31;

Considérant que des études détaillées (entre autres une étude de stabilité), à exécuter par le concessionnaire à design, devront démontrer si ces bâtiments pourraient être retenus ou non définitivement ;

Considérant que toutefois la commune a le droit de supprimer de la liste, sans frais, les bâtiments ayant obtenus un avis négatif suite aux études susmentionnées;
Vu la décision du collège du 9 juin 2015, approuvant la procédure avec publication, ainsi que le cahier spécial des charges susmentionné ;
Vu l'avis de marché avec référence 2014-515772, paru dans le Bulletin des Adjudications le 11 juin 2015, et son erratum du 18 juin 2015 ;
Considérant qu'à ce stade seulement des simulations peuvent être faites en fonction de la consommation d'électricité actuelle et la production estimée, sur base d'une puissance estimée des installations de 1.202,76 kWc et une production estimée moyenne de 958,32 kWh/kWc, ce qui résulterait concrètement en une production de 793.815 kWh/an en heures pleines et 358.818 kWh/an en heures creuses ;
Considérant que la consommation estimée des bâtiments concernés pourraient pendant les heures pleines s'élever à 560.040 Kwh/an et pendant les heures creuses à 178.763 kWh/an ;
Considérant qu'en conséquence, partant des simulations d'une firme privé et de Sibelga, la Commune peut économiser en moyenne € 51.812,88 la première année sur la facture d'électricité ;
Considérant que cette économie est considérée comme la redevance de concession en nature ;
Vu le texte de la convention pour la concession domaniale concernant l'installation et l'exploitation des panneaux photovoltaïques reliés au réseau, joint à cette délibération;
Considérant que le tableau ci-dessous reprend les articles et les impacts budgétaires pour chaque bâtiment, suivant les simulations, à payer au concessionnaire comme redevance afin de pouvoir bénéficier des installations durant la première année de la concession:

Bâtiment	Article	Impact (arrondi au supérieur)
Centre Technique Rodenbach	137/125-12	€ 13.000
Complexe Tamines	930/125-12	€ 1.000
Stade Crossing	764/125-12	€ 8.300
Athénée Fernand Blum, section Renan	731/125-12	€ 2.000
Ecole 10	722/125-12	€ 900
Ecole 'La Vallée'	751/125-12	€ 1.100
Frans Fischer Institut, section Eenens	735/125-12	€ 2.000
Lycée Emile Max, section Haecht	731/125-12	€ 2.000
Théâtre de la Balsamine	772/125-12	€ 1.500
Ecole 16	722/125-12	€ 2.100
Total		€ 33.900

DECIDE

1. D'approuver le texte de la convention d'une concession domaniale pour l'installation et l'exploitation de panneaux photovoltaïques reliés au réseau ;
2. Imputer la dépense, estimée à 33.900 €, aux articles 137/125-12, 930/125-12, 764/125-12, 731/125-12, 722/125-12, 751/125-12, 735/125-12 du budget ordinaire 2016;
3. De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de son exécution.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op het Burgerlijk Wetboek, in het bijzonder artikel 1712, waarbij de verhuring van de goederen van de gemeenten aan bijzondere reglementen onderworpen worden;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 117, 123, 232 en 233, betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen en de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en zijn latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur; Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en haar latere wijzigingen;

Gelet op het raadsbesluit van 25 juni 2014, waarbij het Klimaatplan 2021 goedgekeurd werd;

Gelet op het engagement van de gemeente, gedetailleerd in het voornoemde Klimaatplan, onder het punt 'Beter produceren', om ten eerste de CO2-voetafdruk als gevolg van de werking van de gemeentediensten te beperken en ten tweede de globale energiefactuur te doen dalen waardoor de gedane besparingen geïnvesteerd kunnen worden in andere energiebesparende maatregelen;

Overwegende dat, in dat kader, een project van domeinconcessie ontwikkeld werd waarvan de voorwaarden gedetailleerd werden in het bestek met als referentie scha/infra/2015/014;

Overwegende dat dit project vooral financiële verplichtingen omvat, waarbij enerzijds de aangeduide onderneming de installatie-, onderhouds- en monitoringkosten gedurende de concessieduur op zich neemt en, waarbij anderzijds, de gemeente een vergoeding dient te betalen in functie van de dankzij de zonnepanelen genoten besparing, deze firma eveneens de begunstigde wordt van de groene stroomcertificaten en van de geïnjecteerde elektriciteit;

Overwegende dat omwille van de aard van de overeenkomst en de bevoegdheden van het College en van de Gemeenteraad, de wet op de overheidsopdrachten niet van toepassing is; het College is wel bevoegd om principiële beslissingen te nemen inzake deze materie en de gemeenteraad bepaalt de voorwaarden van de concessieovereenkomst;

Overwegende dat vooralsnog de regels van behoorlijk bestuur gevolgd werden om een eerlijke mededinging te verzekeren;

Overwegende dat de hierna genoemde gemeentegebouwen geselecteerd werden, rekening houdend met onder andere een hoog elektrisch verbruik, voldoende zekerheid omtrent het gebruik van het gebouw gedurende de concessieduur en relatief genoeg ruimte op het dak:

1. TCR, G. Rodenbachlaan 29;2. Complex Tamines, Stephensonstraat 82; **3. Stadion Crossing, Algemeen Stemrechtlaan;**4. Atheneum Fernand Blum, Ernest Renanlaan 12; **5. School 10, Grote Bosstraat 57;**6. School 'La Vallée', Grote Bosstraat 78; **7. Frans Fischer Instituut, Generaal Eenensstraat 66;**8. Emile Max Lyceum, Haachtsesteenweg 235; **9. Theater Balsamine, Felix Marchallaan 1;**10. School 16, Leopold-III Laan 31;

Overwegende dat gedetailleerde studies (onder meer een stabiliteitsstudie), uit te voeren door de aan te duiden concessiehouder, nog moeten uitwijzen of de hierboven vernoemde gebouwen definitief al dan niet weerhouden kunnen worden;

Overwegende dat de gemeente voorts het recht heeft om gebouwen met een negatief advies ten gevolge de voornoemde studies kosteloos van de lijst te schrappen;

Gelet op de collegebeslissing van 9 juni 2015 houdende goedkeuring van de procedure met bekendmaking en van het bovengenoemde bestek;

Gelet op het bericht van opdracht met als referentie 2015-515772, verschenen in het Bulletin der Aanbestedingen op 11 juni 2015, en op het erratum van 18 juni 2015;

Overwegende dat in dit stadium enkel simulaties opgemaakt kunnen worden in functie van het huidige elektriciteitsverbruik en de geschatte productie, gebaseerd op een geschat vermogen van de installaties van 1.202,76 kWp en een gemiddelde geschatte productie van 958,32 kWh/kWp, dat in concreto 793.815 kWh/jaar in piekuren en 358.818 kWh in daluren zou opleveren;

Overwegende dat tijdens de piekuren 560.040 kWh/jaar en tijdens de daluren 178.763 kWh/jaar naar schatting verbruikt kan worden door de betreffende gebouwen;

Overwegende dat bijgevolg, uitgaande van simulaties van een privéfirma en van Sibelga, de gemeente het eerste jaar gemiddeld € 51.812,88 kan besparen op de huidige electriciteitsfactuur;

Overwegende dat deze besparing de concessievergoeding in natura is;

Gelet op de tekst van de overeenkomst voor de domeinconcessie betreffende de installatie en de exploitatie van netgekoppelde fotovoltaïsche zonnepanelen, gevoegd aan deze beraadslaging;

Overwegende dat de onderstaande tabel de begrotingsartikelen en budgettaire impact voor elk gebouw herneemt, volgens de simulaties, te betalen aan de concessiehouder als vergoeding om te kunnen genieten van de installaties gedurende het eerste jaar van de concessie:

Gebouw	Artikel	Impact (naar boven afgerond)
Technisch Centrum Rodenbach	137/125-12	€ 13.000
Complex Tamines	930/125-12	€ 1.000
Stadion Crossing	764/125-12	€ 8.300
Fernand Blum Atheneum, afd. Renan	731/125-12	€ 2.000
School 10	722/125-12	€ 900
School 'La Vallée'	751/125-12	€ 1.100
Instituut Frans Fischer, afd. Eenens	735/125-12	€ 2.000
Emile Max Lyceum, afd. Haacht	731/125-12	€ 2.000
Theater Balsamine	772/125-12	€ 1.500
School 16	722/125-12	€ 2.100
Totaal		€ 33.900

BESLUIT

1. de tekst van de overeenkomst voor de domeinconcessie betreffende de installatie en de exploitatie van netgekoppelde fotovoltaïsche zonnepanelen goed te keuren;
2. aanrekening van de uitgave geraamd op 33.900 € op artikelen 137/125-12, 930/125-12, 764/125-12, 731/125-12, 722/125-12, 751/125-12, 735/125-12 van de gewone begroting over 2016;
3. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering ervan.

SP 21.- Ecole 16, boulevard Léopold III 31 - Rénovation et extension du bâtiment existant - Modification du réseau de distribution d'eau - Pour information --- School 16, Leopold III-laan, 31 - Renovatie en uitbreiding van het bestaande gebouw - Wijziging van het waterdistributienet - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 117 et 120;
Vu les statuts de l'intercommunale HYDROBRU;
Vu l'ordonnance du 1er mars 2012 modifiant la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales;
Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 16 septembre 2014 par laquelle il désigne l'entrepreneur en charge des travaux visant à l'extension et la rénovation du bâtiment existant de l'école 16;
Considérant que cette extension nécessite d'être alimentée en eau;
Considérant qu'il convient dès lors de procéder à des travaux de modification du réseau de distribution d'eau;
Considérant qu'il convient de commander ces travaux à l'intercommunale compétente;
Vu le devis de l'intercommunale Hydrobru pour les travaux de modification du réseau de distribution d'eau pour un montant de 48.410,20€ TVAC;
Vu la décision du collège des bourgmestres et échevins du 16 février 2016:

1. de commander les travaux de modification du réseau de distribution d'eau à l'Intercommunale Hydrobru au montant de son devis de 48.410,20€ TVAC
2. d'imputer la dépense à l'article 722/724-60/-/51 du budget extraordinaire 2016;
3. de financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du Collège des Bourgmestres et Echevins.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikels 117 en 120;

Gelet op de statuten van de intercommunale HYDROBRU;

Glet op de ordonnantie van 1 maart 2012 tot wijziging van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales;

Gelet op het Collegebesluit van 16 september 2014, waarbij de aannemer werd aangeduid, belast met de werken betreffende de uitbreiding en renovatie van het bestaande gebouw van school 16;

Overwegende dat deze uitbreiding ook van water moet worden voorzien;

Overwegende dat het bijgevolg zou passen om over te gaan tot een wijziging van het waterdistributienet;

Overwegende dat het zou passen de werken te bestellen bij de bevoegde intercommunale;

Gelet op het bestek van de Intercommunale Hydrobru, voor de wijzigingswerken aan het waterdistributienet voor een bedrag van 48.410,20 € BTW inbegrepen;

Gelet op het Collegebesluit van 16 februari 2016 om :

1. de werken tot wijziging van het waterdistributienet te bestellen bij de Intercommunale Hydrobru voor het bedrag van haar bestek, namelijk 48.410,20 € BTW inbegrepen;
2. de uitgave aan te rekenen op artikel 722/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2016;
3. de uitgave te financieren met een lening

NEEMT TER INFORMATIE

bovenvermeld besluit van het College van Burgemeester en Schepenen

SP 22.- Crossing - Remplacement en urgence de la pompe de relevage des eaux usées (art 249 NLC) - Mode passation et conditions du marché de travaux - Pour information -- Crossing - Vervanging van de afvalwaterpomp bij hoogdringendheid (art 249 NGW) - Gunningswijze en voorwaarden van de opdracht van werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234, 236 et 249 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° c - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la décision du collège des bourgmestres et échevins, en séance du 26 mai 2015, de désigner un prestataire de services chargé de la gestion énergétique, de la maintenance technique et du dépannage des installations HVAC du Crossing;

Vu les clauses techniques du cahier spécial des charges 2015/009 relatif à cette mission de services;

Considérant que selon lesdites clauses (point 7 du chapitre III.1), le prestataire de services se charge des travaux de dépannage et de remplacement des équipements défectueux;

Considérant que la pompe de relevage des eaux usées du Crossing est hors d'usage;

Vu les pluies abondantes de début février qui ont occasionné une inondation du sous-sol;

Vu la présence d'un transformateur électrique en sous-sol;

Vu le risque de danger imminent;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de remplacer cette pompe en urgence;

Vu le devis NVP/LS/04.16-65 du 16 janvier 2016;

Vu la délibération au conseil communal du 27 janvier 2016 approuvant le budget;
Considérant que cette décision, soumise à tutelle régionale, n'est pas encore exécutoire;

Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 16 février 2016 dans lequel celui-ci décide de :

1. Arrêter le mode de passation du marché de travaux relatif au remplacement de la pompe de relevage des eaux usées du Crossing selon la procédure négociée sans publicité en raison de l'urgence impérieuse (art 26§1er, 1°C) pour le prix de 5.356,17 €
2. Engager la dépense à l'article 764/724-60/-51 avant mise à disposition du budget extraordinaire 2016 par application de l'article 249 de la nouvelle loi communale
3. Approuver le projet de délibération pour prise d'information au conseil communal du 24 février 2016

PREND POUR INFORMATION

la décision susmentionnée du collège des bourgmestre et échevins du 16 février 2016 par laquelle il arrête le mode de passation et fixe les conditions du marché ADMET

la dépense de 5.356,17 € TVA incluse à financer par l'emprunt et à imputer sur un crédit complémentaire à inscrire en modification budgétaire à l'article 764/724-60/-51 du budget 2016

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234, 236 en 249 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, §1, 1° c - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - in het bijzonder artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen, in zitting van 26 mei 2015, om een dienstverlener aan te duiden voor het energiebeheer, het technische onderhoud en het herstellen van de HVAC-installaties van de Crossing;
Gelet op de technische bepalingen van het bijzonder bestek 2015/009 met betrekking tot deze opdracht van diensten;
Overwegende dat volgens genoemde bepalingen (punt 7 van hoofdstuk III.1), de dienstverlener belast is met de herstelling en de vervanging van defecte uitrustingen;
Overwegende dat de afvalwaterpomp van de Crossing buiten gebruik is;
Gelet op de hevige regenval begin februari, met een overstroming van de kelderverdieping tot gevolg;
Gelet op de aanwezigheid van een elektrische transformator in de kelderverdieping;
Gelet op het imminente gevaar;
Overwegende dat het noodzakelijk blijkt deze pomp bij hoogdringendheid te vervangen;
Gelet op de prijsofferte NVP/LS/04.16-65 van 16 januari 2016;
Gelet op het raadsbesluit van 27 januari 2016 houdende goedkeuring van de begroting;
Overwegende dat dit besluit, dat onderworpen is aan het gewestelijk toezicht, nog niet uitvoerbaar is;
Gelet op het collegebesluit van 16 februari 2016 houdende :

1. vaststelling van de gunningswijze van de opdracht van werken betreffende de vervanging van de afvalwaterpomp van de Crossing, namelijk de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking wegens dwingende spoed (art 26§ 1, 1°c), voor de prijs van 5.356,17 €;
2. vastlegging van de uitgave op artikel 764/724-60/-51, vooraleer de buitengewone begroting over 2016 ter beschikking staat, bij toepassing van art. 249 van de nieuwe gemeentewet

3. goedkeuring van het ontwerp van raadsbesluit, ter informatie voor te leggen aan de gemeenteraad van 24 februari 2016

NEEMT TER INFORMATIE

bovenvermeld collegebesluit van 16 februari 2016, houdende goedkeuring van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht

STEMT IN MET

de uitgave van 5.356,17 €, BTW inbegrepen, te financieren met een lening en te boeken op een bijkomend krediet in te schrijven bij begrotingswijziging op artikel 764/724-60/-/51 van de begroting over 2016.

SP 23.- CTR - Rénovation d'une toiture plate et de deux terrasses - Mode de passation et nouvelles conditions du marché - Approbation ==- TCR - Renovatie van een plat dak en twee terrassen - Gunningwijze en nieuwe voorwaarden van de opdracht - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 23 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 -en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la décision du conseil communal du 23 septembre 2015 d'arrêter le mode de passation du marché de travaux visant à la rénovation d'une toiture plate et deux terrasses du CTR, avenue Georges Rodenbach 29 à 1030 Schaerbeek, selon l'adjudication ouverte et d'en fixer les conditions selon le cahier spécial des charges Scha/Infra/2015/041;

Vu le procès-verbal d'ouverture des offres en séance de la Commission des Adjudications du 4 novembre 2015, constatant le dépôt de trois offres;

Vu le rapport d'analyse des offres;

Vu la délibération au collège du 1er décembre 2015 décidant de ne pas attribuer le marché suite au constat qu'aucune des trois entreprises n'a passé le cap de la sélection;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de relancer le marché;

Considérant que l'essentiel des travaux décrits dans le cahier spécial des charges concerne l'étanchéité de la plateforme du CTR;

Vu la décision de modifier la demande initiale d'agrément des entrepreneurs de D (entreprises générales du bâtiment) en D8 (couvertures asphaltiques pour toitures et travaux d'étanchéité);

Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 2 février 2016;

DECIDE :

1. Approuver la relance du marché de travaux visant la rénovation d'une toiture plate et de deux terrasses du CTR, initialement prévu au budget 2015 et non attribué suite au constat qu'aucune des trois entreprises soumissionnaires ne passait le cap de la sélection
2. D'arrêter le mode de passation: adjudication ouverte;
3. De fixer les nouvelles conditions du marché selon le CSC Scha/Infra/2015/041 bis.
4. D'imputer la dépense, estimée à 450.000€ TVAC, à l'article 137/724-60/-/51 du budget extraordinaire 2016.
5. De financer la dépense par le subsidie FPGV .

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 23 - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – in het bijzonder artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.
Gelet op het raadsbesluit van 23 september 2015 houdende vaststelling van de gunningswijze van de opdracht van werken betreffende de renovatie van het platte dak en twee terrassen van het TCR, Georges Rodenbachlaan 29 te 1030 Schaarbeek, namelijk de open aanbesteding, en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht volgens het bijzonder bestek Scha/Infra/2015/041;
Gelet op het proces-verbaal van opening van de offertes in zitting van de Aanbestedingscommissie van 4 november 2015, houdende vaststelling van de indiening van drie offertes;
Gelet op het verslag van onderzoek van de offertes;
Gelet op het collegebesluit van 1 december 2015 om de opdracht niet toe te wijzen, aangezien geen van de drie ondernemingen de kaap van de selectie haalt;
Overwegende dat het noodzakelijk blijkt de opdracht opnieuw aan te besteden;
Overwegende dat de werken omschreven in het bijzonder bestek hoofdzakelijk bestaan uit de waterdichting van het platform van het TCR;
Gelet op de beslissing om de oorspronkelijke erkenning vereist voor de aannemers, namelijk D (algemene aannemingen van bouwwerken) te wijzigen tot D8 (Dakbedekkingen in asfalt- of gelijkaardige producten en dichtingswerken)
Gelet op het Collegebesluit van 2 februari 2016;

BESLUIT

1. de heraanbesteding goed te keuren van de opdracht van werken betreffende de renovatie van een plat dak en twee terrassen van het TCR, initieel voorzien op de begroting 2015 maar niet toegewezen omdat geen van de drie ondernemingen-inschrijvers de kaap van de selectie haalde;
2. de gunningswijze vast te leggen : open aanbesteding;
3. de nieuwe opdrachtvoorwaarden vast te leggen volgens het BB Scha/Infra/2015/041 bis;
4. de uitgave, geraamd op 450.000 € BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 137/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2016;
5. de uitgave te financieren met de FGSB-subsidie.

SP 24.- Optima, Grande rue au Bois 76-80 - Projet de construction de l'école néerlandophone 'De Kriek' et d'une salle omnisports et extension de l'école 10 - Marché de services d'architecture - Mode de passation et conditions du marché - Approbation ==- OPTIMA, Grote Bosstraat 76-80 - Project betreffende de bouw van de nederlandstalige school 'De Kriek' en van een sporthal en de uitbreiding van school 10 - Opdracht van diensten - Architectenopdracht - Gunningwijze en opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

Madame Vraimont, Monsieur van den Hove, Monsieur Verzin et Madame Lorenzino interviennent
Monsieur Vanhalewyn et Madame Byttebier répondent
Monsieur van den Hove intervient
Madama Byttebier répond

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 23 voix contre 1 et 14 abstention(s). Un membre n'a pas voté ==-
Besloten, met 23 stem(men) tegen 1 en 14 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 23 voix contre 1 et 14 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;
Vu la décision du Conseil Communal du 23 juin 2015 par laquelle il approuve le principe de la construction de l'école néerlandophone 'De Kriek', d'une salle omnisports et de l'extension de l'école 10, qu'il fixe le mode de passation du marché de service visant à la conception du projet par procédure négociée avec publicité aux conditions du CSC Scha/Infra/2015/022;
Vu l'avis de marché publié le 6 juillet 2015 au Journal Officiel de l'Union Européenne et au Bulletin des Adjudications;
Considérant qu'à la date limite d'introduction des candidatures fixée au 3 septembre 2015 l'Administration a constaté le dépôt de 15 dossiers de candidature;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 septembre 2015 par laquelle il approuve la sélection des candidats dont les références ont démontré la meilleure aptitude à répondre à l'objet du marché eu égard aux exigences de l'avis de marché et des critères de réduction permettant de limiter à 5 le nombre de candidats invités à soumissionner;
Vu le recours en extrême urgence introduit au Conseil d'Etat par un bureau non sélectionné dont avis a été adressé à l'Administration en date du 3 novembre 2015;
Vu l'arrêté du Conseil d'Etat pris en date du 16 décembre 2015 par lequel le Conseil d'Etat suspend l'exécution de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 septembre 2015 quant à la sélection des candidats;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 janvier 2015 par laquelle il approuve le retrait de la décision de sélection, le retrait du marché et le principe de relancer la procédure;
Considérant qu'il convient de relancer la procédure;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 février 2015 approuvant le programme du projet de construction de l'école néerlandophone 'De Kriek' et d'une salle omnisports et l'extension de l'école 10;
Considérant que ce projet permettra d'augmenter significativement la capacité d'accueil de l'école 10 avec l'installation de 9 classes de 26 élèves, soit un total de 234 places supplémentaires;
Considérant qu'à l'heure actuelle, l'école néerlandophone fondamentale est implantée sur 2 sites : 'De Kattepoel' à l'avenue Rogier et 'De Kriek' à la Grande rue au Bois 76;
Considérant que la nouvelle construction permettra de réunir tous les élèves du fondamental sur le même site, dans un seul bâtiment et présentant une capacité d'accueil de 220 places (10 classes de 22 élèves);
Considérant que ce projet concerne également la construction d'une salle omnisports qui sera utilisée en alternance par l'école néerlandophone et l'école 10 et accessible aux habitants du quartier en dehors des heures scolaires;
Considérant que ce complexe scolaire sera implanté sur le site situé Grande rue au Bois n°76 et 78-80;
Considérant que le coût de ces travaux est estimé à 9.200.000€ TVAC;
Vu la nécessité de mener une étude préalable à ces travaux de construction;
Considérant que cette étude permettra l'exécution d'une mission complète d'architecture, d'ingénierie (stabilité et techniques spéciales), de performance acoustiques et de performance énergétique des bâtiments ainsi qu'ultérieurement le suivi, le contrôle et l'exécution des travaux;
Considérant qu'il conviendrait de confier cette mission à un bureau d'Architecture pluridisciplinaire;
Considérant que le site objet du marché abrite des bâtiments existants qui doivent être exploités pendant le chantier et que toute intervention proposée par les soumissionnaires devra tenir compte de la complexité des conditions urbanistiques et du phasage des travaux;
Considérant que le programme se compose de fonctions disparates, destinées à un groupe d'utilisateurs hétérogène et impliquant des exigences variées;

Considérant que les propositions des soumissionnaires pourront envisager la démolition d'une partie ou de la totalité des bâtiments existants afin de répondre à la demande du programme;

Considérant que les services du pouvoir adjudicateur ne sont pas en mesure de réaliser une étude préalable qui soit suffisamment aboutie pour mener au dépôt d'offres qui soient rigoureusement comparables et permettant le choix d'un projet à mettre en œuvre;

Considérant que le pouvoir adjudicateur attend des soumissionnaires la créativité nécessaire à la proposition de solutions qui soient la synthèse des diverses composantes du programme, l'interprétation des contraintes, voir la modification de certains parties du programme eu regard à sa propre analyse;

Considérant que la procédure négociée est préconisée par la Commission Européenne dès lors que les prestations mises en concurrence doivent intégrer des éléments non prévisibles, ici issus d'une prestation intellectuelle créatrice, qui rendent impossible toute comparaison directe des prix, et par voie de conséquence, des offres ;

Considérant que la procédure négociée offre la possibilité d'un dialogue entre les soumissionnaires et les différentes parties, et que cette négociation est indispensable pour vérifier la bonne compréhension des enjeux du projet par les soumissionnaires et leur capacité à faire évoluer leur projet tenant compte des contraintes inhérentes à tout projet d'architecture (urbanisme, environnement, techniques, etc.) ;

Considérant dès lors que la nature de la prestation à fournir est telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre l'attribution du marché par procédure ouverte ou restreinte ;

Vu ce qui précède et conformément à l'article 26 §2 3° de la loi du 15 juin 2006, le présent marché sera passé par procédure négociée avec publicité;

Considérant que cette mission est estimée à 1.600.000€ TVAC;

Considérant le CSC dont référence Scha/Infra/2016/002, établi par le service Architecture de l'Administration;

DECIDE :

1. d'approuver le principe de construction de l'école néerlandophone 'De Kriek', de l'extension de l'école 10 et d'une salle omnisports;
2. d'approuver de confier la mission d'études à un bureau d'architecture privé;
3. d'approuver le montant du marché de services estimé à 1.600.000€ TVA comprise ;
4. de fixer le mode de passation : procédure négociée avec publicité ;
5. de fixer les conditions du marché reprises au cahier spécial des charges dont référence Scha/Infra/2016/002 déposé au dossier;
6. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier au Journal Officiel de l'Union Européenne et au Bulletin des Adjudications;
7. d'imputer la dépense à l'article 722/733-60/-/51 du budget extraordinaire 2016;
8. de financer la dépense par
 - le boni du budget ordinaire de 2014 à hauteur de 1.000.000€
 - l'emprunt pour le solde restant, à savoir 600.000€
9. de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle spéciale.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 23 stem(men) tegen 1 en 14 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het raadsbesluit van 23 juni 2015 houdende goedkeuring van het principe voor de bouw van een Nederlandstalige school 'De Kriek', een sporthal en de uitbreiding van school 10, de vastlegging van de gunningswijze van de dienstenovereenkomst voor het ontwerp van het project, namelijk de onderhandelingsprocedure met bekendmaking, aan de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2015/022.

Gelet op het bericht van bekendmaking gepubliceerd op 6 juli 2015 in het Europees Publicatieblad en in het Bulletin der Aanbestedingen.

Overwegende dat het bestuur op 3 september 2015, de uiterste datum van indiening van de kandidaturen, de neerlegging vastgesteld heeft van 15 dossiers. Gelet op de beslissing van 22 september 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen houdende goedkeuring van de selectie van de kandidaturen wiens referenties de grootste bekwaamheid aantonen om te beantwoorden aan het voorwerp van de opdracht, rekening houdend met de vereisten van het bericht van opdracht en de criteria waarbij het aantal kandidaten dat uitgenodigd wordt om een offerte in te dienen beperkt wordt tot 5.

Gelet op het beroep dat bij hoogdringendheid bij de Raad van State ingediend werd door een bureau dat niet geselecteerd werd en waarvan het bestuur op datum van 3 november 2015 op de hoogte werd gesteld.

Gelet op het arrest van de Raad van State van 16 december 2015 waarbij de uitvoering van de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen van 22 september 2015 geschorst wordt, voor wat betreft de selectie van de kandidaten.

Gelet op de beslissing van 19 januari 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij het instemt met de intrekking van de selectiebeslissing, het intrekken van de opdracht en het principe om de opdracht opnieuw te starten.

Overwegende dat het past om de procedure terug op te starten.

Gelet op het Collegebesluit van 24 februari 2015 houdende goedkeuring van het programma betreffende het bouwproject van de Nederlandstalige school 'De Kriek' en een sporthal en de uitbreiding van school 10;

Overwegende dat dit project zal toelaten de opvangcapaciteit van school 10 beduidend te verhogen, door de inrichting van 9 klassen voor 26 leerlingen, hetzij een totaal van 234 bijkomende plaatsen.

Overwegende dat de huidige Nederlandstalige basisschool verdeeld is over twee sites : 'De Kattepoel' op de Rogierlaan en 'De Kriek' in de Grote Bosstraat 76;

Overwegende dat de nieuwbouw zal toelaten dat alle leerlingen van de basisschool zich op dezelfde site bevinden, in één enkel gebouw, met een opvangcapaciteit van 220 plaatsen (10 klassen van 22 leerlingen);

Overwegende dat dit project eveneens de bouw betreft van een sporthal die afwisselend door de Nederlandstalige school en school 10 zal worden gebruikt en die buiten de schooluren toegankelijk zal zijn voor de buurtbewoners;

Overwegende dat dit scholencomplex zal worden ingeplant op de site gelegen Grote Bosstraat nr. 76 en nrs. 78-80;

Overwegende dat de kosten voor deze werken werden geraamd op 9,2 miljoen euro BTWi.

Gelet op de noodzaak om over te gaan tot een voorafgaande studie van deze bouw;

Overwegende dat deze studie de uitvoering zal toelaten van een volledige opdracht van architectuur, engineering (stabiliteit en speciale technieken), akoestische en energieprestaties van de gebouwen, alsook de latere opvolging, controle en uitvoering van de werken;

Overwegende dat het zou passen deze opdracht toe te vertrouwen aan een multidisciplinair architectenbureau;

Overwegende dat er zich op de site van de opdracht gebouwen bevinden die tijdens de werf gebruikt moeten elke interventie, voorgesteld door de inschrijvers, rekening moet houden met de complexe stedenbouwkundige voorwaarden en de fasering van de werken.

Overwegende dat het programma samengesteld is uit uiteenlopende functies, bestemd voor een heterogene gebruikersgroep met verschillende eisen.

Overwegende dat de voorstellen van de inschrijvers zouden kunnen voorzien in het gedeeltelijk of totaal slopen van de bestaande gebouwen om te voldoen aan de eisen van het programma.

Overwegende dat de diensten van de aanbestedende overheid niet in staat zijn om een volledig uitgevoerde voorstudie uit te voeren die leidt tot de neerlegging van offertes die volstrekt vergelijkbaar zijn en de keuze van het uit te voeren project mogelijk maken.

Overwegende dat de aanbestedende overheid van de inschrijvers de nodige creativiteit verwacht om oplossingen voor te stellen die een synthese vormen van de verschillende componenten van het programma, een interpretatie van de beperkingen, zelfs wijzigingen van bepaalde delen van het programma rekening houdend met hun eigen analyse.

Overwegende dat de Europese Commissie de onderhandelingsprocedure aanbeveelt wanneer er in de af te wegen prestaties niet-voorzienbare elementen geïntegreerd moeten worden, die hier voortvloeien uit een creatieve intellectuele prestatie en die elke rechtstreekse vergelijking van de prijzen en bijgevolg van de offertes onmogelijk maken.

Overwegende dat de onderhandelingsprocedure de mogelijkheid biedt van een dialoog tussen de inschrijvers en de verschillende partijen en die dialoog onvermijdelijk is om na te gaan of de uitdagingen van het project door de inschrijvers goed begrepen werden en of ze in staat zijn om hun project aan te passen aan de inherente eisen van elk architectuurproject (stedenbouw, milieu, technieken, etc.) ;

Overwegende dat de aard van de te verstrekken prestatie zo is dat de specificaties niet voldoende nauwkeurig opgesteld kunnen worden om de opdracht te gunnen via een open of beperkte procedure.

Gelet op het bovengenoemde en artikel 26 §2, 3° van de wet van 15 juni 2006 zal onderhavige opdracht gegund worden via de onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Overwegende dat deze opdracht werd geraamd op 1.600.000 € BTW;

Overwegende dat het BB met referentie Scha/Infra/2016/002, opgemaakt werd door de gemeentelijke dienst Architectuur.

BESLUIT :

1. het principe goed te keuren voor de bouw van de Nederlandstalige school 'De Kriek', voor de uitbreiding van school 10 en de bouw van een sporthal.
2. goedkeuring om de studieopdracht toe te vertrouwen aan een privé architectenbureau;
3. goedkeuring van het bedrag van de dienstenopdracht, geraamd op 1.600.000 € BTW inbegrepen;
4. vaststelling van de gunningswijze : onderhandelingsprocedure met bekendmaking;
5. vaststelling van de opdrachtvoorwaarden, opgenomen in het bij het dossier gevoegde bijzonder bestek met als referentie Scha/Infra/2016/002;
6. goedkeuring van de tekst van het in het Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht;
7. aanrekening van de uitgave op artikel 722/733-60/-51 van de buitengewone begroting over 2016;
8. financiering van de kosten met
 - de boni van de gewone begroting over 2014 tot een bedrag van 1.000.000€
 - het saldo, hetzij 600.000€, met een lening.
9. overmaken van dit raadsbesluit aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het bijzonder toezicht.

* * *

Monsieur Sag entre en séance. - =- De heer Sag treed ter vergadering

* * *

SP 25.- Construction d'une crèche passive rue Marcel Mariën - Mission d'études - Majoration de la dépense - Pour information ==- Bouw van een passief kinderdagverblijf Marcel Mariënstraat - Studieopdracht - Verhoging van de uitgave - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 27 voix contre 0 et 11 abstention(s). Un membre n'a pas voté ==- Besloten, met 27 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 27 voix contre 0 et 11 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;
 Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures,
 Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures,
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
 Vu la décision du collège des Bourgmestres et Echevins du 28 décembre 2012 de désigner un bureau d'études pour la rédaction d'un cahier spécial des charges en vue de construire une crèche passive de 48 lits ;
 Considérant que cette crèche serait construite rue Marcel Mariën 26 à 1030 Schaerbeek,
 Considérant que le bureau d'architecture désigné travaille selon des honoraires fixés à 11,18 % du montant de l'adjudication;
 Considérant que le montant des honoraires avait été calculé sur base de l'estimation du projet à savoir 1.450.000 €;
 Considérant qu'une société privée a été désignée pour un montant de 1.688.347,75 € pour réaliser les travaux ;
 Considérant, par conséquent, que le montant de la mission d'études doit être réévalué ;
 Considérant qu'un certificat "maison passive" pourrait être sollicité ;
 Considérant que la majoration de la dépense s'élèverait à 45.500 € TVAC ;
 Vu la décision du collège du 16 février 2016 ;
 Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;
PREND POUR INFORMATION
 La décision du collège des Bourgmestres et Echevins du 16 février 2016 par laquelle il impute la majoration de la dépense de 45.500 € TVAC à l'article 844 /733 IN-60/212/-51

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 27 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1998, in het bijzonder het artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en zijn latere wijzigingen;
 Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en zijn latere wijzigingen;
 Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;
 Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en zijn latere wijzigingen;
 Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren en zijn latere wijzigingen;
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het collegebesluit van 28 december 2012 om een studiebureau aan te duiden voor het opmaken van een bijzonder bestek voor de bouw van een passief kinderdagverblijf met 48 bedden;
 Overwegende dat deze crèche zou worden gebouwd in de Marcel Mariënstraat 26 te 1030 Schaarbeek;
 Overwegende dat het aangeduide architectenbureau werkt tegen erelonen, bepaald op 11,18 % van het bedrag van de aanbesteding;
 Overwegende dat het bedrag van de erelonen werd berekend op basis van de raming van het project, namelijk 1.450.000 €;
 Overwegende dat een privéfirma werd aangeduid voor de uitvoering van de werken, voor een bedrag van 1.688.347,75 € ;
 Overwegende dat bijgevolg het bedrag van de studieopdracht moet worden herzien;
 Overwegende dat een attest van "passiefhuis" zou kunnen worden aangevraagd;
 Overwegende dat de verhoging van de uitgave 45.500 € BTW inbegrepen zou bedragen;
 Gelet op het collegebesluit van 16 februari 2016;

Overwegende dat het past er gevolg aan te geven;

NEEMT TER INFORMATIE

Het collegebesluit van 16 februari 2016, waarbij de verhoging van de uitgave met 45.500 € BTWI ingeschreven wordt op artikel 844 /733 IN-60/212 /-51

SP 26.- Ecole 16 boulevard Léopold III n°31 - Projet d'extension et de rénovation du bâtiment existant - Mission d'architectes - Majoration de la dépense - Pour information -- School 16 Leopold III-laan, nr. 31 - Uitbreiding en renovatie van het bestaande gebouw - Architectenopdracht - Verhoging van de uitgave - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 27 voix contre 0 et 11 abstention(s). Un membre n'a pas voté -- Besloten, met 27 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 27 voix contre 0 et 11 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 117, 234 et 236 relatif aux compétences du collège de Bourgmestre et Echevins et du conseil communal, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures;

Vu le Plan d'extension des capacités scolaires francophones du pouvoir organisateur communal approuvé par le conseil communal du 29 mai 2013, et sa modification approuvée par le conseil communal du 20 novembre 2013;

Considérant que ce plan prévoit des travaux de rénovation du bâtiment existant de l'école 16, boulevard Léopold III 31, et son extension pour la création de 586 places supplémentaires (projet n°15);

Vu la délibération du Conseil Communal du 26 mai 2010 approuvant le principe de confier une mission d'architecte au secteur privé en vue d'étudier le projet d'extension de la capacité de l'école 16 et fixant le mode de passation et les conditions du marché;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 novembre 2011 par laquelle il désigne un bureau d'études en charge de la mission d'architecture visant à l'extension et à la rénovation du bâtiment existant de l'école 16;

Vu le crédit provisoire de 456.000€ inscrit au budget extraordinaire 2011 alloué à ladite mission d'études;

Considérant que les honoraires sont fixés en pourcentage du montant des travaux;

Vu la délibération du Conseil Communal du 18 mars 2013 approuvant le mode de passation et les conditions du marché de travaux;

Vu la décision du Conseil Communal du 25 juin 2014 par laquelle il approuve la majoration de la dépense pour les travaux et porte celle-ci à 9.500.000€;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 septembre 2014 par laquelle il désigne l'Entrepreneur en charge des travaux;

Considérant que ce projet est financé à hauteur de 5.308.662,80€ par le subsidie de la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Considérant que le budget à prévoir pour les honoraires doit être à son tour majoré;

Vu le crédit de 374.000€ inscrit à l'article 722/733-60/51 du budget extraordinaire 2013;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 16 février 2016 par laquelle il approuve la majoration de la dépense de 374.000€ de sorte à la porter à 830.000€;

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 27 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en zijn latere wijzigingen, inzonderheid de artikels 117, 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen en de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en zijn latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en latere wijzigingen;

Gelet op het Capaciteitsuitbreidingsplan van het Franstalig onderwijs van de gemeentelijke inrichtende macht, goedgekeurd door de gemeenteraad van 29 mei 2013, en zijn wijziging goedgekeurd door de gemeenteraad van 20 november 2013;

Overwegende dat dit plan de renovatiewerken voorziet van het bestaande gebouw van school 16, Leopold III-laan 31, en zijn uitbreiding voor het creëren van 586 bijkomende plaatsen (project nr. 15);

Gelet op het raadsbesluit van 26 mei 2010 houdende goedkeuring van het principe om een architectenopdracht toe te vertrouwen aan de privésector voor de studie van het capaciteitsuitbreidingsproject van school 16 en houdende vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht;

Gelet op het Collegebesluit van 22 november 2011, waarbij het studiebureau werd aangeduid belast met de architectenopdracht met het oog op de uitbreiding en de renovatie van het bestaande gebouw van school 16;

Gelet op het voorlopige krediet van 456.000 €, ingeschreven op de buitengewone begroting over 2011, dat aan genoemde studieopdracht werd toegekend;

Overwegende dat de erelonen worden bepaald volgens een percentage van het bedrag der werken;

Gelet op het raadsbesluit van 18 maart 2013 houdende goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht van werken;

Gelet op het raadsbesluit van 25 juni 2014 houdende goedkeuring van de verhoging van de uitgave voor de werken, en deze op 9.500.000 € wordt gebracht;

Gelet op het Collegebesluit van 16 september 2014 waarbij de Aannemer belast met de werken werd aangeduid;

Overwegende dat dit project voor een bedrag van 5.308.662,80 € gefinancierd wordt met een toelage van de Federatie Wallonië-Brussel;

Overwegende dat het voor de erelonen te voorziene budget op zijn beurt moet worden verhoogd;

Gelet op het krediet van 374.000 €, ingeschreven op artikel 722/733-60/51 van de buitengewone begroting over 2013;

Gelet op het Collegebesluit van 16 februari 2016 waarbij een verhoging van de uitgave met 374.000 € werd goedgekeurd, zodat het op 830.000 € wordt gebracht;

NEEMT TER INFORMATIE

bovenvermeld besluit van het college van burgemeester en schepenen.

SP 27.- Revitalisation des sites Van Oost, Capronnier et Voltaire - Mission de pilotage - Majoration de la dépense en vue d'une mission d'Assistance à Maître de l'ouvrage - Pour information ==- Heropwaardering van de sites Van Oost, Capronnier en Voltaire - Sturingsopdracht - Verhoging van de uitgave met het oog op een opdracht van Assistentie aan de Bouwheer - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 27 voix contre 0 et 11 abstention(s). Un membre n'a pas voté -==- Besloten, met 27 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 27 voix contre 0 et 11 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 117, 234 et 236 relatif aux compétences du collège de Bourgmestre et Echevins et du conseil communal, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du conseil communal du 21 novembre 2007 approuvant le mode de passation (procédure négociée avec publicité) et les conditions d'un marché de services relatif à une mission de pilotage d'un partenariat public/privé en vue de la revitalisation des sites Van Oost, Capronnier et Voltaire et de la construction de nouveaux bâtiments pour l'école 14;

Considérant que l'ampleur des prestations a sensiblement évolué entre 2007 et 2014 en raison des études complémentaires nécessaires à l'aboutissement du projet;

Vu la délibération du Conseil Communal du 29 janvier 2014 concernant la majoration de la dépense portée à 450.000€;

Vu la délibération du Conseil Communal du 23 septembre 2015 concernant la majoration de dépense portée à 100.000 €;

Vu la délibération du Conseil Communal du 4 mai 2011 approuvant le projet de revitalisation des sites Van Oost, Capronnier et Voltaire; d'arrêter le mode de passation - l'appel d'offres général - et de fixer les conditions du marché;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins du 17 décembre 2013 par laquelle il attribue le marché de conception et de construction de 2 écoles fondamentales et d'une salle omnisports;

Considérant que l'ordre de commencer les travaux a été notifié à l'entreprise et que la phase "construction" a débuté ce 8 février 2016;

Considérant qu'une mission d'Assistant à Maître d'ouvrage (AMO) pour le suivi des travaux et opérations de réceptions était prévue dans le cadre de la mission principale (phase 5) mais était peu définie car l'ampleur des prestations allait dépendre du choix du scénario et du volume des investissements;

Considérant l'ampleur du projet et la nécessité de confier au bureau d'études désigné cette mission de contrôle lors de la phase "Construction" du projet;

Considérant que cette Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage permettra de garantir que les travaux et les équipements soient conformes aux normes, aux exigences du cahier des charges , à l'offre et au dossier d'exécution de l'entrepreneur;

Vu le crédit de 102.850€ TVAC inscrit à l'article 722/733-60/51 du budget extraordinaire de 2016;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 16 février 2016:

1. Majorer la dépense en vue d'une mission d'AMO pour le "suivi des travaux et opérations de réceptions" (phase 5 de la mission de pilotage)
2. Approuver l'offre du bureau Grontmij Belgium sa d'un montant de 101.640 € TVA incluse, faite sur base du marché initial;
3. Imputer la dépense estimée à 101.640 TVAC à l'article 722/733-IN-60/51 du budget extraordinaire 2016;
4. Financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 février 2016

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 27 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikels 117, 234, en 236, betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen en de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en latere wijzigingen;

Gelet op het raadsbesluit van 21 november 2007 houdende goedkeuring van de gunningswijze (onderhandelingsprocedure met bekendmaking) en de voorwaarden van de opdracht van diensten betreffende de sturingsopdracht voor een publiek/private samenwerking met het oog op de heropwaardering van de sites Van Oost, Capronnier en Voltaire en het optrekken van nieuwe gebouwen voor school 14;

Overwegende dat de omvang van de prestaties tussen 2007 en 2014 aanzienlijk is geëvolueerd ten gevolge van aanvullende studies die noodzakelijk zijn gebleken voor de goede afloop van het project;

Gelet op het raadsbesluit van 29 januari 2014 betreffende de verhoging van de uitgave die op 450.000 € werd gebracht;

Gelet op het raadsbesluit van 23 september 2015 betreffende de verhoging van de uitgave die op 100.000 € werd gebracht;

Gelet op het raadsbesluit van 4 mei 2011 houdende goedkeuring van het heropwaarderingproject van de sites Van Oost, Capronnier en Voltaire; en houdende vaststelling van de gunningswijze - algemene offerteaanvraag - en van de voorwaarden van de opdracht;

Gelet op het Collegebesluit van 17 december 2013 houdende gunning van de opdracht betreffende het ontwerp en de bouw van 2 basisscholen en een sporthal;

Overwegende dat de bestelling de werken te beginnen aan onderneming aangemeld is en dat de "bouw" fase begon deze 8 februari 2016;

Overwegende dat een opdracht voor Assistentie aan de Bouwheer (ABH) oorspronkelijk was voorzien binnen het kader van de hoofdopdracht (fase 5), maar dat deze opdracht niet in detail was gedefinieerd, omdat de omvang van de prestaties zou afhangen van het gekozen scenario en van het volume van de te voorziene investeringen;

Overwegende de omvang van het project en de noodzaak om aan de aangeduide studie bureau de opdracht toe te vertrouwen voor controle van het project tijdens de bouwfase;

Overwegende dat die Assistentie aan de Bouwheer zal garanderen dat de werken en uitrustingen conform zijn aan de normen, aan de vereisten van het bestek, aan de offerte en de uitvoeringdossier van de aannemer;

Gelet op het krediet van 102.850 € BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 722/733-60/51 van de buitengewone begroting over 2016;

Gelet op het Collegebesluit van 16 februari 2016, houdende :

1. de verhoging van de uitgave met het oog op een opdracht van Assistentie aan de Bouwheer voor de "Opvolging der werken en opleveringen" (fase 5 van de sturingsopdracht);
2. de goedkeuring van de offerte van het bureel Grontmij Belgium van een bedrag van 101.640 € BTWI, gemaakt op basis van de oorspronkelijke opdracht;
3. aanrekening van de uitgave geraamd op 101.640 €, BTW inbegrepen, op artikel 722/733-60/2016/51;
4. financiering van de uitgave met een lening

NEEMT TER INFORMATIE
bovenvermeld collegebesluit van 16 februari 2016

* * *

Monsieur Köse quitte la séance -- De heer Köse verlaat de vergadering

* * *

POINT EN URGENCE -- PUNT IN SPOED

FINANCES -- FINANCIËN

Budget -- Begroting

**SP 59.- Budget 2016 - Modification budgétaire n°1 - Service extraordinaire
- Approbation -- Begroting 2016 - Begrotingswijziging nr1 -
Buitengewone dienst - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Décidé, par 23 voix contre 11 et 4 abstention(s). Un membre n'a pas voté --
Besloten, met 23 stem(men) tegen 11 en 4 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

* * * * *

Après le point 59 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants -- Na het punt 59 hoofdelijke stemming waaraan de volgende

gemeenteraadsleden deelnemen : M.-h. Bernard Clerfayt; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs; M.-h. Frederic Nimal; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mmes-mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M.-h. Ibrahim Dönmez, Mmes-mevr. Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Abdallah Kanfaoui, Mme-mevr. Joëlle van Zuylen, M.-h. Quentin van den Hove, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Asma Mettioui, M.-h. Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont, M.-h. Eric Platteau.

* * * * *

*

* * * * *

*

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME BESTEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	2-6, 8-16, 18-23	17, 25-27	7	24	59
BERNARD GUILLAUME	O	O	O	O	O
ETIENNE NOEL	O	O	O	O	O
GEORGES VERZIN	O	O	N	N	-
MICHEL DE HERDE	O	O	O	O	O
JEAN-PIERRE VAN GORP	O	-	N	-	N
DENIS GRIMBERGHS	O	O	O	O	O
CÉCILE JODOGNE	—	—	—	—	—
EMIN OZKARA	—	—	—	—	—
SAÏT KÖSE	—	—	—	—	—
LAURETTE ONKELINX	O	-	N	-	N
ISABELLE DURANT	O	O	O	O	O
HALIS KÖKTEN	—	—	—	—	—
SADIK KÖKSAL	O	O	O	O	O
IBRAHIM DÖNMEZ	O	-	N	-	N
DERYA ALIC	—	—	—	—	—
MAHINUR OZDEMIR	O	O	O	O	O
FREDERIC NIMAL	O	O	O	O	O
FILIZ GÜLES	O	O	O	O	O
ABOBAKRE BOUHJAR	O	-	N	-	N
MOHAMED EL ARNOUKI	O	O	O	O	O
YVAN DE BEAUFFORT	O	O	N	-	-
ANGELINA CHAN	O	O	N	-	-
MOHAMED REGHIF	O	O	O	O	O
MOHAMED ECHOUEL	O	O	O	O	O
VINCENT VANHALEWYN	O	O	O	O	O
YVES GOLDSTEIN	O	-	N	-	N
HASAN KOYUNCU	O	-	N	-	N
DÖNE SÖNMEZ	O	-	N	-	N
ADELHEID BYTTEBIER	O	O	O	O	O
JAMILA SANHAYI	O	-	N	-	N
SOPHIE QUERTON	—	—	—	—	—
DEBORA LORENZINO	O	O	O	O	O
BURIM DEMIRI	O	O	O	O	O
AXEL BERNARD	O	-	N	-	N
SEYDI SAG	O	O	O	O	O
LORRAINE DE FIERLANT	—	—	—	—	—
ABDALLAH KANFAOUI	O	O	N	-	-
JOËLLE VAN ZUYLEN	O	O	O	O	O
QUENTIN VAN DEN HOVE	O	O	O	O	O
BARBARA TRACHTE	O	O	O	O	O
BERRIN SAGLAM	—	—	—	—	—
BRAM GILLES	—	—	—	—	—
ASMA METTIOUI	O	O	O	O	O
THOMAS ERALY	O	O	O	O	O
BERNADETTE VRIAMONT	O	-	N	-	N
ERIC PLATTEAU	O	-	N	-	N
BERNARD CLERFAYT	O	O	O	O	O
OUI-JA	38	27	23	23	23
NON-NEEN	0	0	15	1	11
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	11	0	14	4

ORDRE DU JOUR (REPRISE) ==- AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX ==-

PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 60.- L'application Mobile "1030 Schaerbeek" (Demande de Monsieur Seydi SAG) ==- De Mobiele App "1030 Schaarbeek" (Verzoek van de heer Seydi SAG)

Monsieur Sag expose son point
Madame Durant intervient
Monsieur le Bourgmestre répond
Monsieur Sag et Madame van Zuylen interviennent
Monsieur le Bourgmestre répond
Monsieur van den Hove intervient
Monsieur le Bourgmestre répond

QUESTIONS ORALES ==- MONDELINGE VRAGEN

SP 28.- Le réaménagement de la Rampe du Lion (Question de Madame Deborah LORENZINO) ==- De herinrichting van de Leeuwenhelling (Vraag van Mevrouw Deborah LORENZINO)

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

SP 29.- L'aménagement et la destination de l'ancienne tribune nord du stade du Crossing (Question de Madame Deborah LORENZINO) ==- De inrichting en de bestemming van de oude tribune aan de Noorder zijde van het Crossing Stadion (Vraag van Mevrouw Deborah LORENZINO)

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

SP 30.- L'application Mobile "1030 Schaerbeek" (Question de Monsieur Seydi SAG) TRANSFORME EN POINT INSCRIT A LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX ==- De Mobiele App "1030 Schaarbeek" (Vraag van de heer Seydi SAG) PUNT OMGEVORMD TOT PUNT INGESCHEVEN OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

Ce point est retiré de l'ordre du jour ==- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

SP 61.- L'égalité Hommes-Femmes (Question de Monsieur Thomas ERALY) ==- De gelijkheid Mannen-Vrouwen (Vraag van de heer Tomas ERALY)

Monsieur Eraly pose sa question
Madame Byttebier répond
Monsieur Eraly intervient

SP 62.- Les mesures d'accompagnement qui seront prises pour répondre à l'interdiction de distribution des sacs plastiques à usage unique (Question de Madame Asma METTIOUI) ==- De maatregelen die genomen zouden worden om een antwoord te bieden aan het verbod op de verdeling van eenmalig bruikbare plastic zakken (Vraag van Mevrouw Asma METTIOUI)

Madame Mettioui pose sa question
Monsieur Köksal répond
Madame Mettioui intervient
Monsieur Köksal répond

SP 63.- La suppression de l'arrêt Meiser Station. (Question de Madame Barbara TRACHTE) ==- De afschaffing van de halte Meiser Station (Vraag van Mevrouw Barbara TRACHTE)

Madame Trachte pose sa question
Monsieur Grimberghs répond
Madame Trachte intervient

La séance publique est levée à 21 heures et 5 minutes == De openbare vergadering wordt beëindigd om 21.05 uur.